

## ANNEXES

<b>Annexe 1 -</b>	Indicateurs « équipe pédagogique pluri-catégorielle »
<b>Annexe 2 -</b>	Tableau de ventilation du temps global de formation master MEEF 1 <sup>er</sup> degré
<b>Annexe 3 -</b>	Tableau du budget académique de projet actualisé
<b>Annexe 4 -</b>	Organigramme détaillé de l'Inspé de l'académie de Nice
<b>Annexe 5 -</b>	Statuts et règlement intérieur de l'Inspé de l'académie de Nice
<b>Annexe 6 -</b>	Conventions de partenariat : convention tripartite et conventions d'application
<b>Annexe 7 -</b>	Exemples d'actions en lien avec la laïcité, l'égalité fille/garçon, les valeurs de la République, les droits et obligations des fonctionnaires
<b>Annexe 8 -</b>	Cahier des charges d'un éco-délégué et référent transition écologique au sein de l'Inspé de l'académie de Nice
<b>Annexe 8a -</b>	Projet pédagogique d'un jardin partagé sur le site Liégeard de l'Inspé de l'académie de Nice en réponse à l'appel à projet Intrapreneuriat QVCT d'UCA
<b>Annexe 9 -</b>	Investissements numériques et mesures d'accompagnement des équipes
<b>Annexe 10 -</b>	Guide du tuteur référent de l'Inspé de l'académie de Nice
<b>Annexe 11 -</b>	Cadrage du mémoire des mentions de master MEEF : exemple du 1 <sup>er</sup> degré
<b>Annexe 12 -</b>	Dispositifs d'accompagnement et « mallette d'urgence »

## Annexe 1 -

Indicateurs « équipe pédagogique pluri-catégorielle »

### • Equipe pédagogique pluri-catégorielle

#### Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Données de l'année universitaire 2022-2023 et projection sur l'année universitaire 2023-2024
Champ de la mesure	Nombre d'heures d'enseignement étudiant dispensées par les différentes catégories de formateurs de l'Inspé sur l'ensemble de la formation (1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> année de master)

#### Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	- nombre d'heures d'enseignement étudiant dispensées par chaque catégorie de formateurs (EC, enseignants des 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>nd</sup> degrés et CPE en temps partagé...) sur l'ensemble de la formation = A - nombre total d'heures d'enseignement étudiant sur l'ensemble de la formation = B
Mode de calcul	- nombre d'heures étudiant dispensées par une catégorie de formateurs (A) / nombre total d'heures d'enseignements étudiant (B) x 100

	Master MEEF 1 <sup>er</sup> degré		Master MEEF 2 <sup>nd</sup> degré*		Master MEEF encadrement éducatif*		Master MEEF Pratiques en ingénierie de la formation*	
	Année universitaire 2022-2023 M1 + M2	Prévisionnel : année universitaire 2023-2024 M1 + M2	Année universitaire 2022-2023 M1 + M2	Prévisionnel : année universitaire 2023-2024 M1 + M2	Année universitaire 2022-2023 M1 + M2	Prévisionnel : année universitaire 2023-2024 M1 + M2	Année universitaire 2022-2023 M1 + M2	Prévisionnel : année universitaire 2023-2024 M1 + M2
Part assurée par des EC	15%	15%	Min : 0% parcours économie - gestion Max : 56% parcours espagnol Nice	Min : 0% parcours économie - gestion Max : 56% parcours espagnol Nice	Min : 4% parcours CE Max : 32% parcours CPE	Min : 4% parcours CE Max : 32% parcours CPE	Min : 48% parcours IFFA Max : 85% parcours MARSEF	Min : 48% parcours IFFA Max : 85% parcours MARSEF
Part assurée par des enseignants et CPE en poste en établissement scolaire	<u>Ratio global</u> : praticiens 1 <sup>er</sup> degré : 28%	<u>Ratio global</u> : praticiens 1 <sup>er</sup> degré : 30%	Min : 24% parcours anglais Nice Max : 36% parcours histoire-géographie	Min : 30% parcours anglais Nice Max : 36% parcours histoire-géographie	Min : 0% parcours CE Max : 33% parcours CPE	Min : 0% parcours CE Max : 33% parcours CPE	Min : 0% parcours IFFA Max : 0% parcours MARSEF	Min : 0% parcours IFFA Max : 0% parcours MARSEF
Part des autres catégories	57%	57%	Min : 26% Max : 68% parcours économie - gestion	Min : 30% Max : 68% parcours économie - gestion	Min : 35% parcours CPE Max : 96% parcours CE	Min : 35% parcours CPE Max : 96% parcours CE	Min : 52% parcours IFFA Max : 15% parcours MARSEF	Min : 52% parcours IFFA Max : 15% parcours MARSEF
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>			<b>100 %</b>	<b>100%</b>	<b>100 %</b>	<b>100%</b>

\* Indiquer uniquement la part minimum et la part maximum de chaque catégorie en précisant le parcours correspondant.

### **Leviers d'action**

Un effort a été mené dès l'arrivée du nouveau directeur et en appui du directeur-adjoint Formation afin de disposer d'une meilleure visibilité sur la répartition des différentes catégories de personnels au sein des 4 mentions et de l'ensemble des parcours.

Pour cela a été mis en œuvre une cartographie ressources humaines très précise (tableau Excel) sur chaque formation. Il est ainsi possible de savoir qui précisément intervient dans les formations à hauteur de combien d'heures (TP, TD ou CM) et de quel établissement la personne relève.

Dès actions ont donc été menées dès la rentrée sur les mentions 1<sup>er</sup> degré et 2<sup>nd</sup> degré afin de savoir si le pourcentage de praticiens de terrain était bien respecté, la présence et le poids des enseignants-chercheurs dans les formations, le respect des heures maquettes, etc.

Un travail est donc opéré avec le rectorat et les DSDEN afin de travailler sur les formations où les 33% sont soit dépassés soit pas atteints.

A ce jour, la cartographie est entièrement réalisée par l'Inspé et est systématiquement partagée avec UCA et le rectorat. En synthèse les parcours a peu près tous équilibrés et se situent en moyenne entre 28% (le 1<sup>er</sup> degré) et 35%.

### **Commentaires**

UCA et le rectorat ont particulièrement souligné la pertinence de cet outil, appelant même de leurs vœux qu'il puisse être déployé dans d'autres composantes UCA et partager avec les services du rectorat et les inspecteurs territoriaux. Cet outil a en effet été présenté lors des dialogues de gestion de 2022 et 2023 avec UCA et lors de l'observatoire académique en 2022 et 2023.

- **Ressources humaines de l'Inspé en matière de recherche**

#### Description de l'indicateur

Unité de mesure	Nombre et ratio en %
Date de la mesure	Données de l'année universitaire 2022-2023
Champ de la mesure	Personnels de l'Inspé

#### Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Nombre et part des d'enseignants-chercheurs et de docteurs / doctorants parmi les personnels de l'Inspé
Mode de calcul	% : (nb d'EC, docteurs, doctorants de l'Inspé / nb total de personnels enseignants et formateurs de l'INSPE) *100

#### Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants de l'Inspé

### Structure des effectifs au 1<sup>er</sup> juillet 2023

#### Enseignants-chercheurs, enseignantes-chercheuses - Enseignants, enseignantes

Catégories de personnel	Effectifs	% par rapport au sous-total	% par rapport au total
<b>Enseignants-chercheurs</b>			
Professeurs des Universités - PR	4	13.8%	4.9%
Professeurs des Universités - PR HDR	1	3.4%	1.2%
Maitres de Conférences	15	51.8%	18.4%
Maitres de Conférences HDR	8	27.6%	9.7%
Attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER)	1	3.4%	1.2%
<b>Total 1 - Enseignants chercheurs</b>	<b>29</b>	<b>100%</b>	<b>35.4%</b>
<b>Enseignants autres</b>			
Professeurs agrégés (PRAG)	26	49%	31.8%
Professeurs agrégés (PRAG) Docteurs	2	3.8%	2.4%
Professeurs titulaires du CAPES ou du CAPET ou du CAPLP (PRCE) de l'enseignement public	12	22.5%	14.8%
Professeurs titulaires du CAPES ou du CAPET ou du CAPLP (PRCE) de l'enseignement public Docteurs	3	5.7%	3.6%
Professeurs d'EPS (PEPS)	1	1.9%	1.2%
Professeurs contractuels CDI/DOC	3	5.7%	3.6%
Inspecteurs pédagogiques régional (IPRI) Docteur HDR	1	1.9%	1.2%
Professeur des écoles (PREC)	2	3.8%	2.4%
Professeur des universités ou de maître de conférences associé) (MAST-PAST)	2	3.8%	2.4%
Professeur contractuel	1	1.9%	1.2%
<b>Total 2 – Enseignants autres</b>	<b>53</b>	<b>100%</b>	<b>64.6%</b>
<b>Total 1 + 2 – Enseignants-chercheurs - Enseignants autres</b>	<b>82</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Au global, parmi toutes les catégories d'enseignants, d'enseignantes on peut dénombrer :

- 10 habilitations à diriger des recherches HDR (1 PR étant HDR et 1 IPRI étant HDR).
- 7 enseignants autres sont également docteurs.

## Leviers d'action et commentaires

Cette structuration présentée en observatoire académique, en COSP et en CI permet, aujourd'hui, de rendre conscience de l'importance de renforcer les équipes enseignantes en enseignants chercheurs avec l'appui et le soutien des universités et du rectorat. Ainsi a été présenté en observatoire académique une stratégie pluriannuelle d'emplois destinées à faire face aux besoins en matière de formation et d'enseignement, au recrutement d'enseignants-chercheurs, de PRAG docteurs en enseignants-chercheurs.

Les principes directeurs de cette stratégie d'emplois ont été animés par les principes suivants :

- Identifier les parcours qui n'ont aucun enseignant enseignant chercheur rattaché à l'Institut.
- Anticiper les départs à la retraite sur les 3 prochaines années et identifier les besoins en termes d'enseignement.
- Transformer des postes de PRAG en poste d'enseignant-chercheur.
- Recourir, en fonction des effectifs actuels au sein de l'Institut, à toutes les voies d'accès au recrutement des enseignants-chercheurs : 26.1, 26.2, 26.3, 46.1, 46.2 et 46.3. l'Inspé a bénéficié en 2022

- 2023 d'un poste de PR au repyramidage.

Ainsi en accord avec les départements disciplinaires a été voté en conseil d'Institut la programmation suivante ; programmation qui a été présentée en dialogue de gestion entre l'Inspé et UCA en juin 2023.

## Demande pluriannuelle de postes

## Rectorat

2023-2024	2024-2025	2025-2026
1 PR didactique des disciplines et ingénierie coopérative	1 MCF en didactique des Arts et musique 1 MCF en didactique de l'histoire	1 MCF en formation des adultes ingénierie numérique de la formation
1 MCF en didactique de l'anglais	1 MCF en Eco-Gestion	1 MCF en didactique de l'informatique
1 PR en didactique du français (littérature multimodale)	1 MCF en Sociologie de l'éducation	1 MCF en encadrement éducatif (mention 3)2025
2 PRAG en EPS et en Eco-Gestion	1 ATER encadrement éducatif	

2024
Maintien des mises à disposition 100% Lettres / Musique / EPS Fin MAD H&G
Maintien du temps partagé musique 2 temps partagés 50% en anglais 1 temps partagé en Eco-gestion
1 détachement TICE 100%

Tableau de ventilation du temps global de formation master MEEF 1<sup>er</sup> degré

MINISTÈRES ÉDUCATION JEUNESSE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR RECHERCHE <i>Liberté</i> <i>Égalité</i> <i>Fraternité</i>	Ventilation du temps global de la formation master MEEF premier degré				
	Année universitaire 2022-2023				
	Intitulé des enseignements	Nombre d'heures*	% du temps global de la formation	Nombre d'heures* assurées par des enseignants et CPE en poste en établissement scolaire	Part en % assurée par des enseignants et CPE en poste en établissement scolaire
Cadre de référence et enseignement des savoirs fondamentaux	Français	140	17%	46	6%
	Histoire, Géographie, EMC	38	5%	12	1%
	Mathématiques	140	17%	46	6%
	Sciences et techno	30	4%	10	1%
	EPS	8	1%	2	0%
	Tronc commun	72	9%	22	3%
	LVE	27	3%	8	1%
	<b>Total</b>	<b>455</b>	<b>56%</b>	<b>146</b>	<b>18%</b>
Polyvalence et pédagogie générale	Histoire, Géographie, EMC	18	2%	6	1%
	Arts et Musique	45	6%	15	2%
	Sciences et techno	24	3%	8	1%
	CCNUM	19	2%	6	1%
	EPS	20	2%	6	1%
	Tronc commun	22	3%	7	1%
	LVE	13	2%	4	0%
	<b>Total</b>	<b>161</b>	<b>20%</b>	<b>52</b>	<b>6%</b>
Initiation à la recherche et à l'exploitation de travaux de recherche pour analyser des situations professionnelles	EPS	22	3%	7	1%
	Recherche	60	7%	0	0%
	Mise en situation professionnelle	47	6%	15	2%
	Histoire, Géographie, EMC	2	0%		0%
			0%		0%
			0%		0%
	<b>Total</b>	<b>131</b>	<b>16%</b>	<b>22</b>	<b>3%</b>
Contexte propre et innovations pédagogiques	Arts et Musique	15	2%	5	1%
	Sciences et techno	6	1%	2	0%
	Options	36	4%		0%
	CCNUM	9	1%	3	0%
	Histoire, Géographie, EMC	2	0%		0%
			0%		0%
	<b>Total</b>	<b>68</b>	<b>8%</b>	<b>10</b>	<b>1%</b>
	<b>Total pour la mention</b>	<b>815</b>	<b>100%</b>	<b>230</b>	<b>28%</b>
/!\ Les cellules colorées contiennent des formules pour calculer les totaux et les pourcentages automatiquement					
* Nombre d'heures d'enseignement étudiant					

### Annexe 3 -

Tableau du budget académique de projet actualisé (voir le fichier Excel joint pour les détails et les formules)

**Attention : ce fichier excel est composé de 3 onglets : 'Présentation', 'Examen\_Budget de Projet' et 'synthèse'**

**Le budget de projet, outil politique de pilotage de l'INSPE partagé par l'ensemble des partenaires**

Le budget de projet c'est :

- l'expression de l'accord des partenaires d'un site autour d'un projet partagé ;
- expliciter au niveau d'un site les ressources mises en œuvre/les moyens mis à disposition par tous les partenaires ;
- constituer un outil à partager rendant compte financièrement de ce projet commun.

**--> un outil politique, un outil de pilotage, un élément de la négociation sur le site et la traduction du projet collectif.**

Le budget de Projet est un budget propre intégré de l'INSPE avec les moyens mis à disposition pour le projet sur un site par les autres composantes de l'université intégratrice de l'INSPE, les autres universités partenaires et le rectorat.

*Ex : la mise en œuvre d'un parcours de formation au sein de l'établissement non intégrateur de la composante INSPE est une contribution au projet porté par l'INSPE ; les ressources mobilisées sont donc valorisées dans le budget projet.*

**--> le budget projet est donc différent au budget de la composante qui porte le projet.**

*Ex : prise en compte des Biatss en ETP répartis entre tous les établissements, prise en compte des coûts de fonctionnements académiques de formation (remboursement des frais de déplacement des professeurs stagiaires en Master, valorisation de coûts correspondants aux missions d'inspections...*

**--> Le périmètre doit être défini avec les partenaires.**

*Ex : doit-on prendre en compte la rémunération des fonctionnaires stagiaires dans la contribution du rectorat ?*

**--> L'appareil de mesure doit être arrêté collectivement pour chacune des rubriques (RH, locaux...) et en cohérences avec tous les acteurs du territoire**

*Ex : comment est évaluée la contribution à la recherche ?*

**--> Pour le construire : Il faut un accord des partenaires sur le périmètre des moyens à prendre en compte et sur une méthodologie commune de calcul**

A noter : l'ensemble des partenaires contribuent aux ressources sans que ces ressources ne soient affectées à la composante INSPE.

Missions	Parcours	Effectif étudiant	Besoins INSPE						Ressources et contributions des établissements									
			Maquettes pédagogiques		Enseignants		Personnels administratifs		Ressources propres INSPE		Masse salariale INSPE - UNIVERSITE COTE AZUR				Partenaire 1 - Université YUCLON			
			Charges d'enseignements (CE)	Charges d'enseignements (CE) HETPP	Valo MS	BIATSS (6)	valo MS		Droits de scolarité*	Autres	Enseignants		Personnels administratifs		Enseignants		Personnels administratifs	
											Charges d'enseignements (CE) HETP	valo MS	BIATSS	valo MS	Charges d'enseignements (CE) HETP	valo MS	BIATSS	valo MS
Total			HETD	Titulaires	Services partagés / Vacataires	€	HETP	€	(10)	€	Titulaires	Services partagés / Vacataires	€	HETP	€	Titulaires	Services partagés / Vacataires	€
<b>Formation initiale</b>																		
Master MEEF		308	19912			0,00 €	0	0,00 €	169 595,89 €	335 693,00 €	12574,3	773,7	591 845,01 €	53	2 496 740,00 €	1356	96,5	64 585,80 €
Mention 1er degré total		390	6022						169 595,89 €	335 693,00 €	4334	134	196 255,86 €	0	1 059 059,04 €	0		0,00 €
		390	6 022								4334	134	196 255,86 €		1 059 059,04 €			
Mention 2nd degré		424	11610			0,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €	6490,8	308,2	300 191,13 €	0	1 151 387,26 €	1356	96,5	64 585,80 €
CULTURE COMMUNE			1690								1012	142	52 281,78 €					0,00 €
ALLEMAND		10	201								139		6 043,72 €		27 155,36 €			0,00 €
ANGLAIS		71	1298								522		22 696,56 €		192 803,06 €	424	45	21 059,47 €
ECONOMIE GESTION		15	622								420	10	18 844,70 €		40 733,04 €			0,00 €
EPS		47	858								574,5	35	27 020,11 €		127 630,19 €			0,00 €
ESPAGNOL		48	1347								436,3	57,7	22 334,81 €		130 345,73 €	467	17	21 296,43 €
HISTOIRE GEOGRAPHIE		38	628								431		18 739,88 €		103 190,37 €			0,00 €
LETTRES		57	1332								492		21 392,16 €		154 785,55 €	465	34,5	22 229,90 €
MATHEMATIQUES		68	1207								851		37 001,48 €		184 656,45 €			0,00 €
MUSIQUE		14	561								336	40	16 941,68 €		38 017,50 €			0,00 €
PHYSIQUE CHIMIE		25	509								382		16 609,36 €		67 888,40 €			0,00 €
SES		15	702								450	23,5	22 675,49 €		40 733,04 €			0,00 €
SVT		16	590								405		17 609,40 €		43 448,58 €			0,00 €
Parcours CPE		65	1343			0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €	345	198,5	52 683,14 €	0	178 509,84 €	- €		0,00 €
ENCAD. EDUCATIF MUTI			181								141		6 130,68 €					0,00 €
CONS.PRINC.EDUCATION		30	604								408,5	18	18 694,54 €		81 466,08 €			0,00 €
CADRE EDUCATIF		35	578								395,5	182,5	27 837,92 €		95 043,76 €			0,00 €
Mention PIF TOTAL		29	938			0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €	804,5	133	42 734,89 €	0	78 750,54 €	- €		0,00 €
PIF FA		12	464								383,5	100	21 635,98 €		32 586,43 €			0,00 €
PIF RSEF		17	474								441	33	21 098,91 €		46 164,11 €			0,00 €
Tutorats																		
Licence préprofessionnalisation																		
Parcours préparatoire au professorat des écoles PPPE																		
<b>Dispositif AED</b>																		
Tutorat																		
Rémunération																		
Autres formations																		
<b>Formation initiale statutaire</b>																		
	Temps plein																	
	Mi-temps																	
<b>Formation continue</b>																		
DIU ENTREE DANS LE METIER		221	2 582						420 246,00 €		3751		163 093,48 €	1	31 033,32 €			
NEOTITULARISATION			793						420 246,00 €		2582		112 265,36 €	1	31 033,32 €			
CAPPEI			322						- €		793		34 479,64 €					
CARPEMF			54						- €		322		14 000,56 €					
									- €		54		2 347,92 €					
<b>VAE</b>																		

## Fiche de synthèse

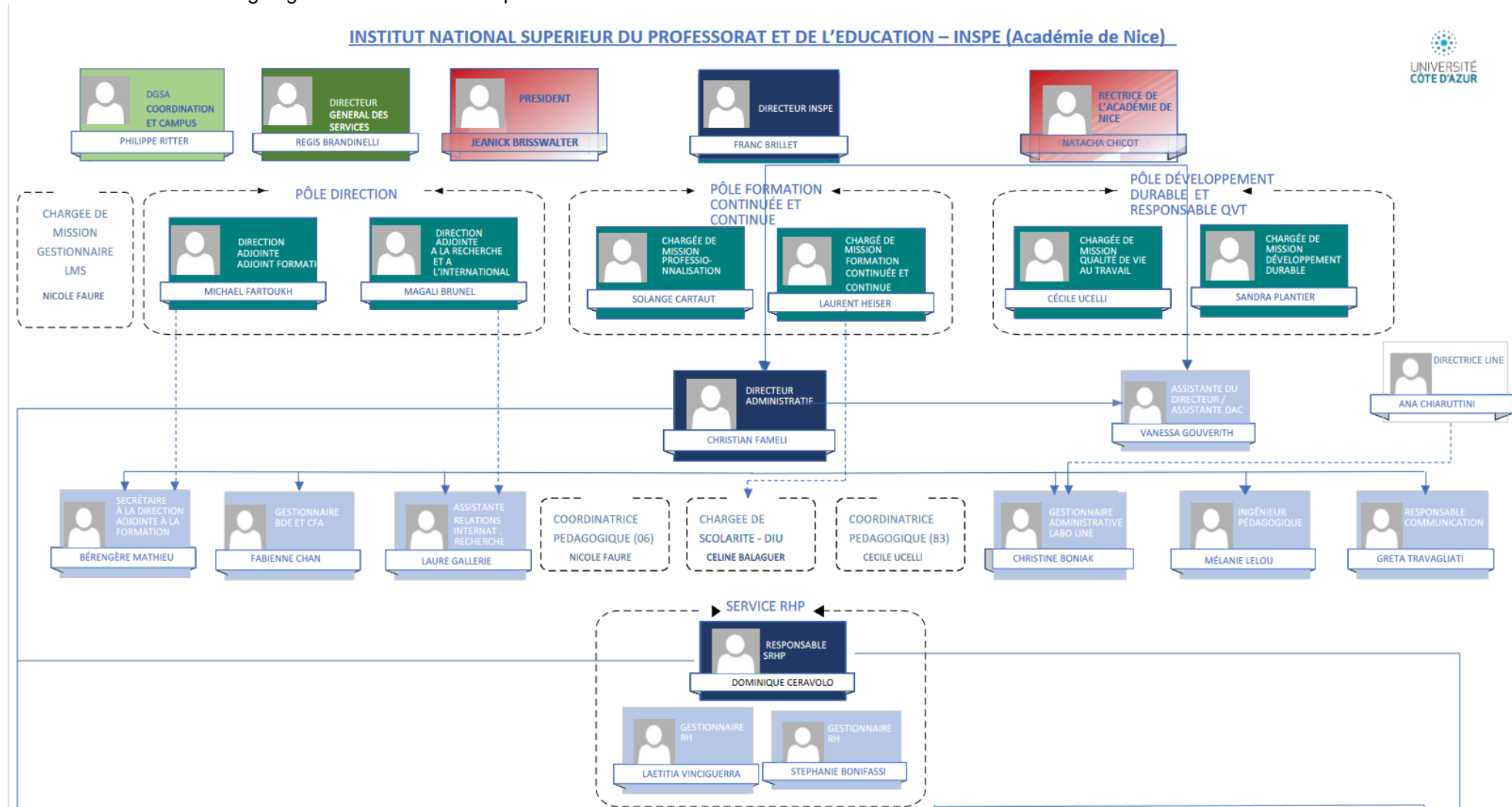
INSPE de Nice Formation initiale	Effectif étudiant	Besoins	Besoin HETD enseignants par étudiants	Contributions université(s)								Contributions académie		Ressources HETD enseignants par étudiants
		Maquettes pédagogiques		INSPE UNIVERSITE COTRE AZUR		UNIVERSITE TOULON		dont Temps partagés		Vacations		RECTORAT ACADEMIE NICE		
				Charges d'enseignements (CE)	Valo MS	Charges d'enseignements (CE)	Valo MS			Charges d'enseigne- ment s (CE)	valo MS			
	Total	HETD	Total colonne E /Total colonne D	HETD	euros	HETD	euros	€	HETD	euros	HETD	euros	Total contributions /enseignants	
	Mention 1er degré	390	6022	15,44102564	4334	188 442,32 €	- €	0,00 €		134	7 813,54 €	1554	88 578,00 €	1
Mention 2nd degré	424	11 610	27,38207547	6 491	282 219,98 €	1 356	58 958,88 €		405	23 598,06 €	3358,5	191 434,50 €	1	
Mention CPE	65	1342,5	20,65384615	945	41 088,60 €	- €	0,00 €		198,5	11 574,54 €	199	11 343,00 €	1	
Mention PIF	29	937,5	32,32758621	804,5	34 979,66 €	- €	0,00 €		133	7 755,23 €	0	0,00 €	1	
TOTAL	908	19912	21,92951542	12574,3	546 730,56 €	1356	58 958,88 €		0,00 €	870,2	50 741,36 €	5111,5	291 355,50 €	1
Part des formateurs de terrain en heures				70,0%						30,0%				947 786,31 €
Part des contributions en heures				74,33%						25,67%				

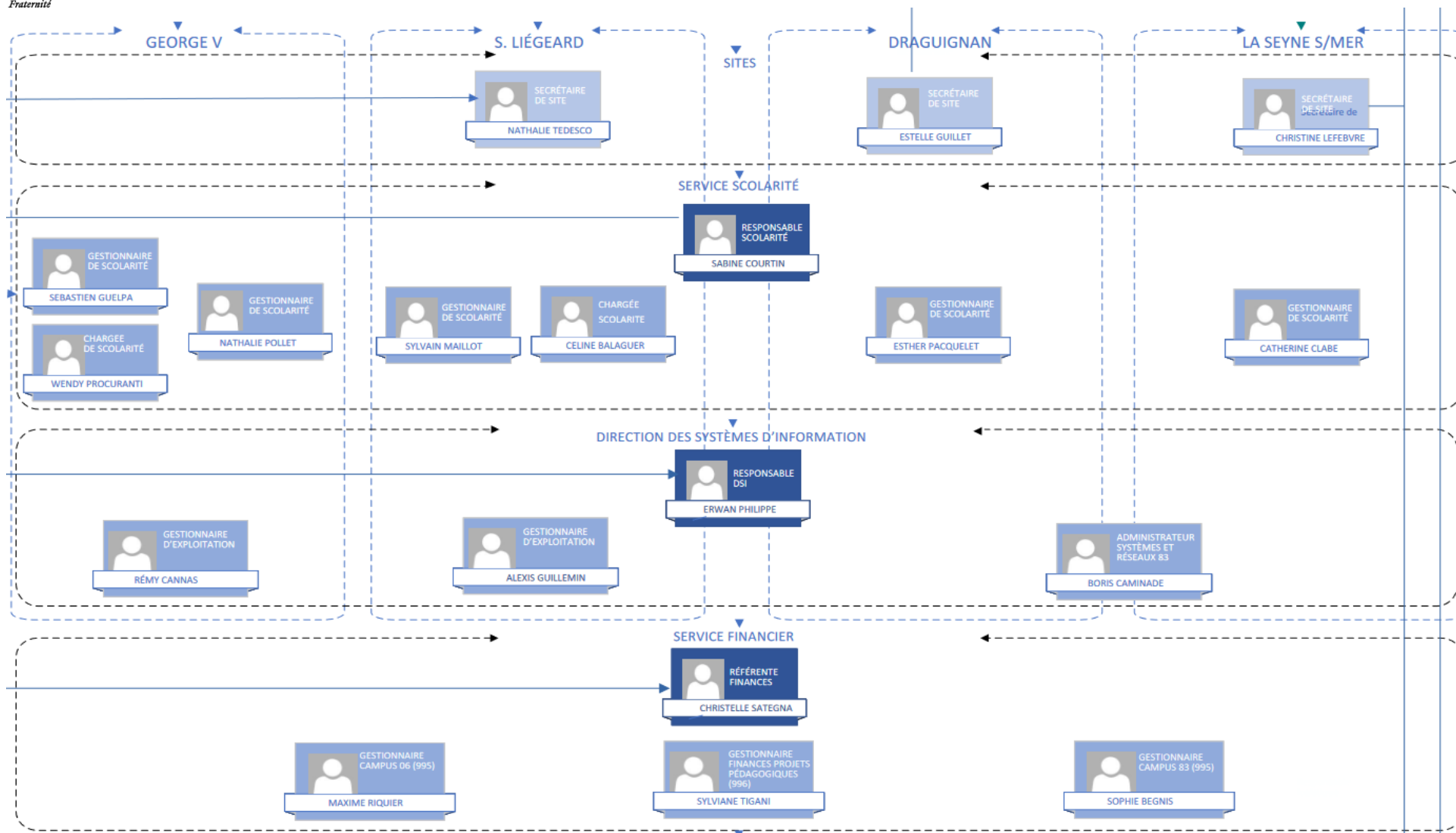
INSPE 2022-2023

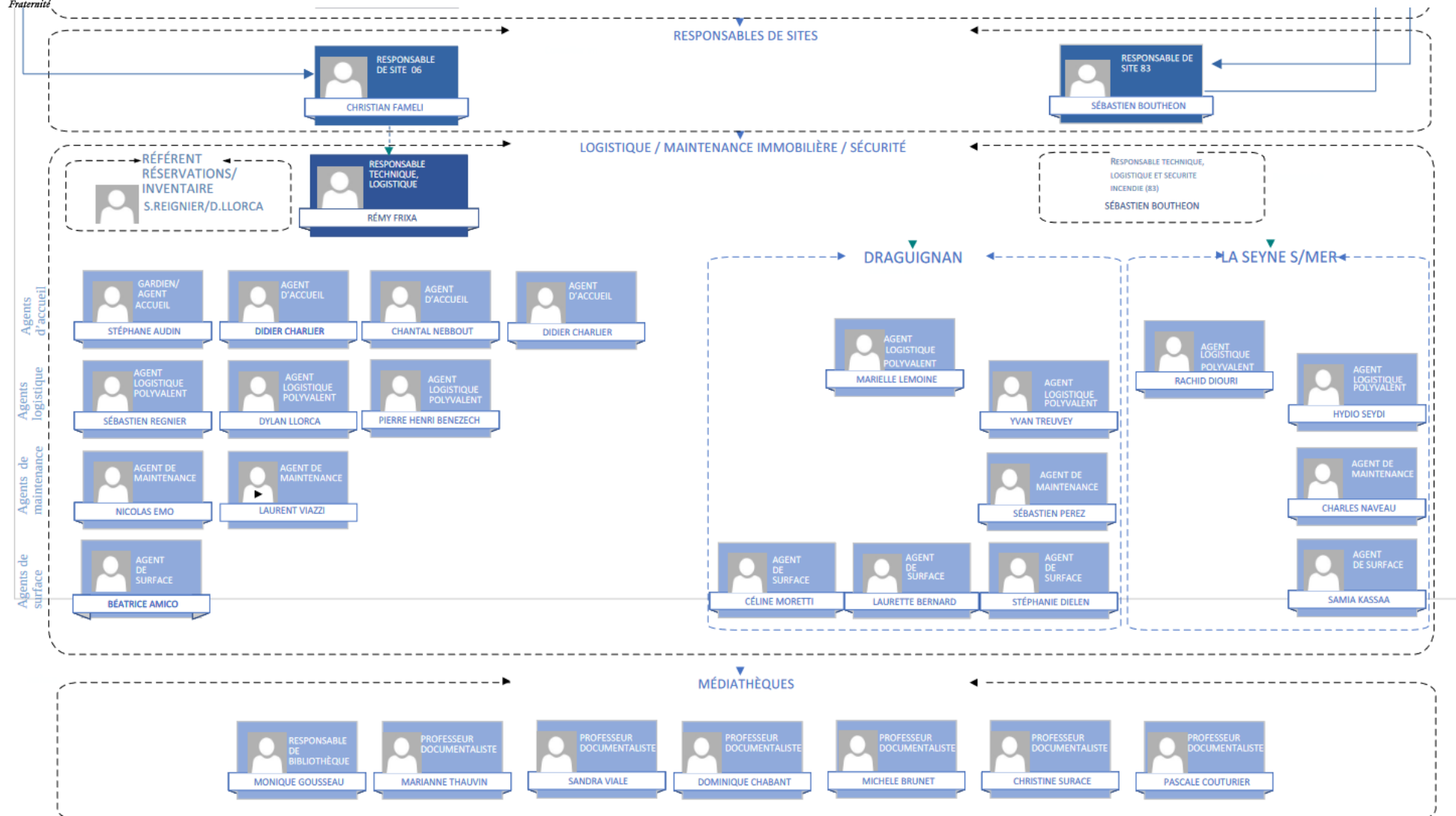
Synthèse 2022-2023

Libellé formation	Eotp	Nombre prévisionnel d'inscription s	Budget initial 2022- 2023	Nombre d'inscription s réalisées	Recettes de la composante	Total des dépenses à la date du reporting	Nombre d'heures de formation à facturer	Nombre d'heures de formation émargées à la date du reporting
M2 Pratiques et ingénierie de la formation - RSEF	15FCO004YO	2	1 720,00 €	2	1 720,00 €	0,00 €	0	0
M1 MEEF, 1er degré	14FCO011YO	17	21 930,00 €	15	19 174,97 €	0,00 €	1 896	1 805
M1 MEEF2D - Économie-gestion	14FCO002YO	1	2 580,00 €	1	2 580,00 €	0,00 €	520	428
M2 MEEFPIF - Formation d'adultes et accpgmt professionnel	22FCO01ZET	1	1 290,00 €	2	3 870,00 €	0,00 €	542	580
M2 MEEF2D - Mathématiques	14FCO009YO	2	5 160,00 €	2	3 440,00 €	0,00 €	620	475
M2 MEEF2D - Sciences économiques et sociales	14FCO012YO	1	1 290,00 €	1	1 290,00 €	0,00 €	0	0
M2 MEEF2D - Physique-chimie	14FCO013YO	1	2 580,00 €	1	2 580,00 €	0,00 €	242	180
M1 MEEFEE - Cadre éducatif	16FCO002YO	3	4 300,00 €	4	3 440,00 €	0,00 €	1 824	1 053
M1 MEEFPIF - Recherche sciences éducation et information	11FCO002YO	0	0,00 €	1	860,00 €	0,00 €	0	0
M2 MEEF2D - Anglais	14FCO001YO	1	1 290,00 €	2	2 150,00 €	0,00 €	250	297
DU Formation civile et civique	18FCO001YO	5	2 334,90 €	5	1 867,92 €	0,00 €	412	160
M2 MEEFEE - Conseiller principal d'éducation	21FCO002YTE	1	1 290,00 €	1	1 978,00 €	0,00 €	75	77
M2 Pratiques et ingénierie de la formation - FAAP	15FCO003YO	1	2 580,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0	0
M1 MEEFPIF - Recherche sciences éducation et information	22FCO03ZET	1	860,00 €	0	0,00 €		0	0
M2 MEEF2D - Espagnol	14FCO004YO	0	0,00 €	1	1 290,00 €	0,00 €	0	0
<b>TOTAL</b>		<b>37</b>	<b>49 204,90 €</b>	<b>38</b>	<b>46 240,89 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>6381</b>	<b>5055</b>

**Annexe 4 :** Organigramme détaillé de l'Inspé de l'académie de Nice









# STATUTS

Institut National Supérieur du Professorat et de  
l'Education (**Inspé**)  
Académie de Nice Célestin Freinet

<b>1 - Dénomination et missions de l'Inspé.....</b>	<b>4</b>
Article 1 - Dénomination et implantations géographiques .....	4
Article 2 - Rôle et Missions.....	97
Article 3 - Autonomie financière.....	5
<b>2 - Structure Générale de l'Inspé.....</b>	<b>5</b>
Article 4 - Les instances de l'Inspé .....	5
Article 5 - L'organisation pédagogique de l'Inspé .....	6
Article 6 - L'organisation administrative de l'Inspé .....	6
<b>3 - Conseil d'Institut .....</b>	<b>6</b>
Article 7 - Composition du Conseil d'Institut .....	6
Article 8 – Personnalités invitées au Conseil d'Institut .....	7
Article 9 - Attributions du Conseil d'Institut .....	8
Article 10 - Fonctionnement du Conseil d'Institut .....	9
Article 11 - Composition et attributions du Conseil d'Institut restreint .....	9
Article 12 – Le-la Président-e du Conseil d'Institut .....	10
<b>4 - Direction de l'Inspé.....</b>	<b>103</b>
Article 14 - Désignation du-de la- Directeur-trice .....	11
Article 15 - Attributions du-de la- Directeur-trice .....	11
Article 16 - Organisation interne .....	12
<b>5 - Conseil d'Orientation Scientifique et Pédagogique .....</b>	<b>13</b>
Article 17 – Composition du COSP .....	105
Article 18 - Attributions du COSP.....	105
Article 19 – Fonctionnement du COSP.....	106
Article 20 – Présidence du COSP .....	106
Article 21 – Commissions consultatives .....	106
<b>6 - Les Sites de formation .....</b>	<b>106</b>
Article 22 - Les Conseils de sites de formation.....	106
Article 23 - Responsables des sites de formation .....	107
<b>7 - Les Conseils d'enseignement .....</b>	<b>107</b>
Article 24 – Missions .....	107
Article 25 – Le-la Directeur-riche de Conseil d'enseignement.....	108
<b>8 - Modification des statuts et du règlement intérieur .....</b>	<b>108</b>
Article 26 - Modification des statuts .....	108
Article 27 - Règlement intérieur .....	108

## **Statuts de l'Inspé de l'Académie de Nice Célestin Freinet**

*Vu le Code de l'Éducation, notamment ses articles L 713-1, L 713-9, L 721-1 à L 721-3 et D 719-1 à D 719-40, modifié par la Loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une École de la confiance, et notamment l'article 43 portant création des Inspé,*

*Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République,*

*Vu la loi n° 2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'École,*

*Vu le décret n° 2013-782 du 28 août 2013 fixant les règles relatives à la composition et au fonctionnement des conseils des Ecoles Supérieures du Professorat et de l'Éducation,*

*Vu le Décret n° 2019-920 du 30 août 2019 fixant les conditions de désignation des directeurs des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation*

*Vu le Décret n° 2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur,*

*Vu l'arrêté du 30 août 2013 portant création et accréditation de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation de l'académie de Nice au sein de l'Université de Nice,*

*Vu la délibération n° 2013-100 du Conseil d'administration de l'Université Nice Sophia Antipolis du 16 juillet 2013 relatif à la création de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation de l'académie de Nice en tant que composante de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation de l'académie de Nice,*

*Vu la délibération du CA de l'UNS du 8/11/2018 n° 2018-100 modifiée par délibération du CA de l'UCA du 19/11/2020 relatif à la désignation de la composition du Conseil d'Institut de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation de l'académie de Nice,*

*Vu la délibération du CA de l'UCA du 12 mars 2019 n° 2019-07 relatif à la désignation de la composition du Conseil d'Orientation Scientifique et Pédagogique de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation de l'académie de Nice,*

*Vu la délibération du CA de l'UTLN du 2 mai 2019 n° 2019-24 modifiée par délibération du CA de l'UTLN du 6/06/2019 n° 2019-32 relatif à la composition du Conseil d'Institut de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation de l'Académie de Nice,*

*Vu la délibération du CA de l'UTLN du 2 mai 2019 n° 2019-24 modifiée par délibération du CA de l'UTLN du 6/06/2019 n° 2019-32 relatif à la composition Conseil d'Orientation Scientifique et Pédagogique de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation de l'Académie de Nice,*

*Vu l'arrêté n° 2013-24 du Recteur de l'Académie de Nice, du 30 septembre 2013, fixant la composition du Conseil de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation,*

*Vu l'arrêté n° 2013-27 du Recteur de l'Académie de Nice, du 1<sup>er</sup> octobre 2013, fixant la composition du Conseil d'Orientation Scientifique et Pédagogique de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation du 30 septembre 2013.*

*Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'Université Nice Sophia Antipolis du 17 décembre 2013 portant approbation des statuts de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation de l'Académie de Nice.*

## **1 - Dénomination et missions de l'Inspé**

### **Article 1 - Dénomination et implantations géographiques**

L'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation de l'Académie de Nice Célestin Freinet, a été créée par arrêté du 30 août 2013 en tant que composante de l'Université Côte d'Azur (UCA), en partenariat avec l'université de Toulon (UTLN) et a été modifiée par la loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance, article 43, pour devenir l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation de l'Académie de Nice Célestin Freinet, désigné ci-après sous l'acronyme Inspé.

L'Inspé est une composante d'Université Côte d'Azur, en partenariat avec l'Université de Toulon. L'Inspé de l'Académie de Nice dispose de quatre sites de formation implantés dans les Alpes-Maritimes et le Var : le site George V (Nice), le site de Stephen Liégeard (Nice), le site de Draguignan, le site de La Seyne/Mer. Il délivre notamment les diplômes liés à la formation aux Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation en coordonnant, dans une couverture géographique académique, l'offre de formation de différentes composantes d'Université Côte d'Azur et de l'Université de Toulon.

Le siège de la direction de l'Inspé est établi à Université Côte d'Azur.

### **Article 2 - Rôle et Missions**

L'Inspé exerce les missions définies par l'article L721-2 du Code de l'Éducation, modifié par la loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance, article 43.

L'Inspé exerce ses missions en collaboration avec les composantes d'Université Côte d'Azur et de l'Université de Toulon ainsi que le Rectorat de l'Académie de Nice ou d'autres organismes.

Les équipes pédagogiques intègrent des enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs des deux universités ainsi que des professionnels intervenant dans le milieu scolaire et des acteurs de l'éducation populaire, de l'éducation culturelle et artistique et de l'éducation à la citoyenneté.

L'Inspé organise, coordonne et assure avec les partenaires désignés ci-dessus :

- les actions de formation initiale des étudiants et enseignants stagiaires se destinant aux métiers du professorat. Cette formation inclut des enseignements théoriques, des enseignements liés à la pratique de ces métiers et un ou plusieurs stages.
- les actions de formation aux autres métiers de la formation et de l'éducation, notamment à l'encadrement éducatif.

- la formation initiale et continue des personnels enseignants-chercheurs et enseignants de l'enseignement supérieur,
- les actions de coopération internationale liées aux métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation.

L'Inspé participe à la définition et à la mise en œuvre des actions de formation continue des personnels enseignants des 1er et 2nd degrés et des personnels d'éducation.

En matière de recherche, l'Inspé a vocation à développer et à organiser des recherches en éducation dans l'ensemble des champs disciplinaires. Il coordonne les recherches dans ces différents domaines au sein de structures adaptées et en lien avec les laboratoires des deux universités qui interviennent dans ces champs.

En matière d'innovation pédagogique, l'Inspé participe au développement et à la promotion de méthodes pédagogiques innovantes. Il forme les étudiants et les enseignants à l'usage pédagogique des outils et ressources numériques.

Pour assurer ses missions, l'Inspé peut s'appuyer sur l'Observatoire Académique des Formations créé par l'Université Côte d'Azur, le centre d'accompagnement pédagogique (CAP), l'Université de Toulon et le Rectorat de l'Académie de Nice.

### **Article 3 - Autonomie financière**

Aux termes de l'article L.721-3-V du Code de l'Éducation, l'Inspé dispose d'un budget propre intégré au budget d'Université Côte d'Azur. Une partie des crédits est allouée par l'Université de Toulon.

Le-la Directeur-riche de l'Inspé est ordonnateur –ordonnatrice du budget de l'Inspé.

L'Inspé peut recevoir directement des ministres compétents des crédits et des emplois attribués à Université Côte d'Azur. Il est habilité à recevoir dons et legs.

Les collectivités territoriales de l'académie peuvent contribuer au budget de l'Inspé.

Le budget de l'Institut est approuvé par le Conseil d'administration d'Université Côte d'Azur, qui peut l'arrêter lorsqu'il n'est pas adopté par le Conseil de l'Institut ou n'est pas voté en équilibre réel.

## **2 - Structure Générale de l'Inspé**

### **Article 4 - Les instances de l'Inspé**

L'Inspé est administré par un Conseil d'Institut (désigné ci-après par l'acronyme « CI ») et dirigé par un-e Directeur-trice. Il comprend également un Conseil d'Orientation Scientifique et Pédagogique

(désigné ci-après par l'acronyme « COSP »).

Le CI et le COSP comprennent autant de femmes que d'hommes, dans les conditions prévues par les textes applicables.

D'autres instances consultatives et fonctionnelles contribuent au fonctionnement de l'Institut :

- le comité de direction,
- Le conseil de site,
- Les conseils d'enseignement

Peut également contribuer à son fonctionnement, toute autre instance qui serait créée en vertu du règlement intérieur.

### **Article 5 - L'organisation pédagogique de l'Inspé**

Sur le plan pédagogique, l'Inspé est structuré en conseils d'enseignements dont le périmètre est défini par le COSP et l'organisation et le fonctionnement dans le règlement intérieur.

La formation est organisée sur différents sites de formation.

### **Article 6 - L'organisation administrative de l'Inspé**

Le-la Directeur-riche de l'Inspé est assisté-e par un-e Directeur-riche Administratif-tive de Composante (DAC) placé(e) sous son autorité. Le-la DAC est invité(e) avec voix consultative au CI et aux autres instances administratives de l'Inspé.

Le règlement intérieur précise, dans le respect des règles définies par Université Côte d'Azur, le fonctionnement de l'Institut.

## **3 - Conseil d'Institut**

### **Article 7 - Composition du Conseil d'Institut**

Le conseil de l'Inspé comprend 30 membres :

- **14 représentants élus des personnels enseignants** et autres personnels participant aux activités de formation et des usagers répartis de la manière suivante :
  - 2 représentants des professeurs d'université ou assimilés,
  - 2 représentants des maîtres de conférences ou assimilés,
  - 2 représentants des autres enseignants et formateurs relevant d'un établissement d'enseignement supérieur,
  - 2 représentants des enseignants relevant de l'Education Nationale, exerçant leurs fonctions dans des écoles, établissements ou services de l'Education Nationale,

- 2 représentants des autres personnels,
- 4 usagers.

Sont électeurs et éligibles :

- les enseignant-e-s-chercheurs et personnels assimilés qui participent aux activités de l'Institut pour une durée équivalente à au moins quarante-huit heures de leurs obligations de service annuelles de travaux dirigés ;
- les autres enseignants et formateurs qui participent aux activités de l'Institut pour une durée équivalente à au moins quarante-huit heures de leurs obligations de service annuelles d'enseignement ;
- les autres personnels qui participent aux activités de l'Institut pour au moins un quart de leurs obligations de service de référence ;
- les usagers régulièrement inscrits à l'Inspé (à UCA ou à UTLN) en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours et en conformité avec le Code de l'Éducation.

- **3 membres nommés :**

- 3 enseignants (professeurs d'université ou assimilés, maîtres de conférences ou assimilés, ou autres enseignants) relevant d'Université Côte d'Azur mais non rattachés à l'Inspé, désignés par le Conseil d'Administration d'Université Côte d'Azur.

- **13 personnalités extérieures, réparties de la manière suivante :**

- 5 personnalités, désignées nommément par le Recteur,
- 3 représentants des collectivités territoriales :
  - Le-la Président-e du Conseil Régional Région Sud ou son-sa représentant-e,
  - Le-la Président-e du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes ou son-sa représentant-e,
  - Le-la Président-e du Conseil Départemental du Var ou son-sa représentant-e,
- 3 personnalités désignées par le Conseil d'Administration de l'Université de Toulon,
- 2 personnalités extérieures aux deux universités et ne relevant pas de l'Éducation Nationale désignées par les membres du CI.

## **Article 8 – Personnalités invitées au Conseil d'Institut**

Sont invités permanents du conseil avec voix consultative :

- les Président-e-s des Universités Côte d'Azur et Toulon,
- les Président-e-s des Conseils Académiques des Universités Côte d'Azur et Toulon ou leurs représentants,
- le-la Directeur-riche de l'Inspé,

- les Directeurs-rices Adjoint-e-s de l'Inspé,
- Le-la Président-e du COSP de l'Inspé,
- Le-la Directeur-ric(e) Administratif-tive de Composante de l'Inspé (DAC),
- les Responsables de sites,
- le-la Chef-fe du service de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, du Rectorat de l'Académie de Nice.

Peut être invitée toute personne dont l'audition peut paraître utile en fonction de l'ordre du jour et à l'initiative du-de la Président-e du conseil, du Directeur-de la Directrice de l'Inspé ou sur proposition d'au moins un quart des membres du conseil.

## **Article 9 - Attributions du Conseil d'Institut**

Le CI est l'organe décisionnel de l'Inspé. Il se réunit a minima deux fois par an afin d'examiner et de valider les points qui concernent la politique générale de l'établissement, et notamment : programme pédagogique et de recherche, budget, recrutement de personnels et projection en termes de moyens, relations partenariales intra et extra académiques, achat d'équipements, ... Ses décisions ou avis doivent être entérinés par le Conseil académique ou le Conseil d'administration d'UCA, en application des statuts d'Université Côte d'Azur susvisé.

Parmi ses missions, le CI :

- adopte le budget de l'Institut et est informé de son exécution.
- approuve les contrats et conventions pour les affaires intéressant l'Institut. Ces conventions ne peuvent être exécutées qu'après avoir été signées par le-la Président-e d'Université Côte d'Azur et approuvées par le Conseil d'Administration d'Université Côte d'Azur.
- approuve les demandes de postes pour les personnels enseignants, enseignants-chercheurs et BIATSS qui ont été préalablement instruites par les commissions ad hoc (commission BIATSS, réunions des conseils d'enseignement et du département disciplinaire des sciences de l'éducation). Les demandes de postes s'inscrivent dans les campagnes et procédures définies par UCA, notamment en l'article 29 de ses statuts ;
- définit la politique de l'Inspé, notamment son programme pédagogique ainsi que son programme de recherche, sur proposition du-de la- Directeur-ric(e) de l'Inspé, après consultation du Conseil d'Orientat(i)on Scientifique et Pédagogique (COSP), dans le cadre de la politique scientifique d'Université Côte d'Azur en partenariat avec celle de l'Université de Toulon.
- se prononce sur le projet d'accréditation pluriannuel.
- participe à l'organisation générale des études.
- adopte les modalités de contrôle des connaissances et les règles relatives aux examens
- se prononce sur les actions de formation continue proposées par le Rectorat en collaboration avec l'Inspé.

- propose la création ou la suppression des diplômes, mentions et parcours de formation ou des départements sur l'initiative du-de la Directeur-riche de l'Inspé après avis du COSP.

## **Article 10 - Fonctionnement du Conseil d'Institut**

Le règlement intérieur définit les principes et les modalités de fonctionnement du Conseil d'Institut, et notamment la possibilité de réunir le Conseil d'Institut de façon dématérialisée.

## **Article 11 - Composition et attributions du Conseil d'Institut restreint**

Dans le respect de la réglementation en vigueur, le Conseil d'Institut siège en formation restreinte aux seuls représentants des professeurs d'université et personnels assimilés (collège A) et maîtres de conférences et personnels assimilés (collège B) pour toutes les questions concernant les situations individuelles des enseignants-chercheurs.

Seuls peuvent siéger et prendre part au vote les enseignants-chercheurs et personnels assimilés de rang au moins égal à celui de la catégorie examinée. Pour toutes les questions relatives aux autres formateurs, viennent s'adjoindre à ces deux catégories, les représentants élus des autres enseignants.

Toutes les questions relatives au recrutement ou à la carrière des enseignants et enseignants-chercheurs sont transmises et présentées aux instances d'Université Côte d'Azur par le-la Directeur-riche de l'Inspé.

## **Article 12 – Le-la Président-e du Conseil d'Institut**

Le-la Président-e du Conseil d'Institut est élu pour une durée de cinq ans parmi les personnalités extérieures désignées par le Recteur d'académie, au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, à la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour, à la majorité relative au second tour. En cas d'égalité de voix à l'issue du second tour, le candidat le plus jeune est élu.

Le CI élit également, dans les mêmes conditions et pour la même durée, au sein des personnalités extérieures, un-e Vice-Président-e qui supplée le-la Président-e en cas d'empêchement.

En cas de démission du-de la Président-e, le CI procède à une nouvelle élection au cours de la première réunion qui suit. Le mandat du nouvel élu court jusqu'à la fin du mandat du démissionnaire.

## **Article 13 - Attributions du-de la- Président-e du Conseil d'Institut**

Le-la Président-e du Conseil d'Institut :

- Arrête l'ordre du jour en lien avec le-la Directeur-riche et convoque le Conseil;

- Préside les réunions du Conseil et veille à la réalisation des procès-verbaux ;
- Reçoit du-de la- Directeur-riche tous renseignements et documents nécessaires pour conduire et animer les délibérations du Conseil ;
- S'assure de la conformité des délibérations du Conseil avec les statuts et les textes en vigueur.

En cas de partage égal des voix lors d'une séance du CI, le-la Président-e a voix prépondérante.

## **4 - Direction de l'Inspé**

### **Article 14 - Désignation du-de la- Directeur-trice**

Le-la Directeur-riche de l'Institut est nommé-e pour un mandat de cinq ans par arrêté conjoint des Ministres chargés de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et de l'Education Nationale, sur proposition d'un Comité de recrutement en application de l'article D.721-11 du code de l'éducation susvisé.

Lorsqu'il est choisi parmi les membres du CI, le directeur-la directrice doit démissionner de son mandat de membre du CI après la première réunion de ce conseil suivant sa nomination.

En cas de vacance des fonctions de directeur-directrice, l'intérim est assuré par un administrateur provisoire. L'administrateur-trice provisoire, nommé par le recteur sur proposition du-de la président-e de l'Université Côte d'Azur, exerce l'ensemble des missions du directeur –de la directrice jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur –d'une nouvelle directrice, qui devra intervenir au plus tard dans un délai de six mois pour un mandat de cinq ans.

### **Article 15 - Attributions du-de la- Directeur-trice**

Au regard de l'article L721-3 du Code de l'Education :

Le directeur de l'institut prépare les délibérations du conseil de l'institut et en assure l'exécution. Il a autorité sur l'ensemble des personnels.

Il a qualité pour signer, au nom de l'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, les conventions relatives à l'organisation des enseignements. Ces conventions ne peuvent être exécutées qu'après avoir été approuvées par le président de l'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel et votées par le conseil d'administration de l'établissement public.

Le directeur de l'institut prépare un document d'orientation politique et budgétaire. Ce rapport est présenté aux instances délibératives des établissements publics d'enseignement supérieur

partenaires de l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation au cours du troisième trimestre de l'année civile.

Le directeur propose une liste de membres des jurys d'examen au président de l'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel pour les formations soumises à examen dispensées dans l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation et, le cas échéant, aux présidents des établissements partenaires mentionnés à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 721-1.

Le conseil d'orientation scientifique et pédagogique contribue à la réflexion sur les grandes orientations relatives à la politique partenariale et aux activités de formation et de recherche de l'institut.

Chaque institut national supérieur du professorat et de l'éducation dispose, pour tenir compte des exigences de son développement, d'un budget propre intégré au budget de l'établissement public dont il fait partie. Les ministres compétents peuvent lui affecter directement des crédits et des emplois attribués à l'établissement public. Le directeur de l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation est ordonnateur des recettes et des dépenses. Le budget de l'institut est approuvé par le conseil d'administration de l'établissement public, qui peut l'arrêter lorsqu'il n'est pas adopté par le conseil de l'institut ou n'est pas voté en équilibre réel.

Le-la Directeur-riche a autorité sur l'ensemble des personnels affectés à l'Inspé :

- Il-elle répartit les services des enseignants et enseignants-chercheurs de l'Inspé, après avis des conseils d'enseignement,
- Il-elle nomme les Responsables de sites de formation et les Directeurs-rices Adjointes-es, après avis du CI,
- Il-elle peut, dans l'intérêt du service, mettre fin aux fonctions des Directeurs-rices Adjointes-es et Responsables de sites qu'il a nommés. Le CI en est informé,
- Le-la Directeur-riche ou son-sa représentant-e représente l'Institut dans toutes les instances d'Université Côte d'Azur et de l'Université de Toulon.

## **Article 16 - Organisation interne**

Pour assurer le fonctionnement courant de l'Institut, le-la Directeur-riche est assisté-e d'un Comité de Direction dont la composition et les attributions sont précisées par le règlement intérieur de l'Inspé.

Il-elle est assisté-e de plusieurs Directeurs-rices Adjoint-e-s à qui est confiée la responsabilité de dossiers généraux concernant le fonctionnement pédagogique, scientifique ou institutionnel de l'Inspé. Les Directeurs-rices Adjointes-es sont nommés-es par le-la Directeur-riche de l'Institut sur lettre de mission, après avis du CI. Leur mandat prend fin en même temps que celui du Directeur-trice. Le-la Directeur-riche peut également nommer des chargé-e-s de mission sur des dossiers précis et pour des durées déterminées. Il en informe le CI. Les fonctions de ces chargé-e-s de mission

prennent fin avec la fin du mandat du Directeur-riche de l'Institut.

## **5 - Conseil d'Orientation Scientifique et Pédagogique**

### **Article 17 – Composition du COSP**

Le COSP est composé de 24 membres répartis de la manière suivante :

- 6 enseignant-e-s et assimilé-e-s (PU, DR, MC, CR, autres enseignants) désigné-e-s par le CA de l'UCA, après audition de représentants du CI,
- 6 enseignant-e-s et assimilé-e-s (PU, DR, MC, CR, autres enseignants) désigné-e-s par le CA de l'Université de Toulon, après audition de représentants du CI,
- 6 personnalités extérieures désigné-e-s par le Recteur d'Académie,
- 6 personnalités extérieures ne relevant ni des universités partenaires ni de l'Education Nationale désigné-e-s par le CI de l'Inspé.

Le mandat des membres du COSP est de cinq ans à l'exception de celui des représentants des usagers qui sont désignés pour deux ans.

Sont invités permanents :

- Le-la Directeur-riche de l'Inspé,
- les Directeurs-rices Adjointes-es,
- les Responsables de Sites,
- le-la Directeur-riche Administratif-tive et
- le-la Responsable Scolarité.

Peut être invitée toute personne dont l'audition peut paraître utile en fonction de l'ordre du jour.

Les fonctions de membre du CI et du COSP sont incompatibles entre elles.

### **Article 18 - Attributions du COSP**

Le COSP contribue à la réflexion sur les grandes orientations relatives à la politique générale et partenariale (1), aux activités de formation (2) et de recherche de l'Institut (3).

- 1) Il participe à la définition de la politique générale et partenariale de l'Inspé.
- 2) Il est associé à la conception de l'offre de formation dans le secteur enseignement, éducation et formation, à leur mise en œuvre et à leur évaluation. Il propose des mesures

propres à favoriser la concertation entre les formateurs et les usagers et à améliorer les conditions de vie et de travail de ces derniers. Il est consulté sur les modalités d'admission en première année et les conditions d'évaluation des étudiants et des stagiaires de formation continue inscrits dans une des deux universités. Pour toutes les propositions qui concernent les formations en cours au sein de l'Inspé, le COSP consulte nécessairement les Responsables de mention et/ou de parcours des formations assurées par l'Inspé.

3) Il est associé à la mise en œuvre de la politique de recherche de l'Inspé. Il est consulté par le CI sur les orientations des politiques de recherche en éducation, de recherche-développement et de formation de formateurs conçues et mises en œuvre par l'Inspé.

### **Article 19 – Fonctionnement du COSP**

Le règlement intérieur définit les principes et modalités de fonctionnement du COSP.

### **Article 20 – Présidence du COSP**

Le Conseil élit son-sa Président-e parmi les membres désignés par les deux universités, dans les conditions précisées par le règlement intérieur de l'Institut. Il a voix prépondérante en cas de partage égal des voix lors d'une séance du conseil. Il peut inviter toute personne dont l'audition peut paraître utile en fonction du dossier à traiter.

### **Article 21 – Commissions consultatives**

Le COSP peut créer des commissions chargées de lui faire des propositions.

## **6 - Les Sites de formation**

### **Article 22 - Les Conseils de sites de formation**

Sur chaque site de formation est institué un Conseil de site, présidé par le-la Responsable de site. Le Conseil de site a pour fonction d'assister le-la Responsable de site. Il a un rôle organisationnel concernant la vie du site. Il se saisit des questions qui touchent aux conditions matérielles de vie et de travail des personnels et des usagers. Il s'attache au développement social et culturel du site. Sa composition sera fixée par le Règlement Intérieur.

Sont invités permanents aux Conseils de sites : le-la Directeur-riche de l'Inspé ainsi que les Directeurs-rices Adjoints-es.

## **Article 23 - Responsables des sites de formation**

Les Responsables de sites de formation sont chargés-es d'une mission générale visant à coordonner le fonctionnement d'un site sous l'autorité du-de la Directeur-riche de l'Inspé et par délégation, le cas échéant, sous l'autorité d'un-e Directeur-riche Adjoint-e.

Ils sont nommés par le-la Directeur-riche de l'Inspé après avis du CI, pour une durée renouvelable de 5 ans sur proposition d'une commission composée de :

- 3 représentants-es des enseignants dont au moins un enseignant-e-chercheur et 1 représentant-e des B.I.A.T.S.S. désignés-es par le Conseil de site parmi ses membres ;
- 4 enseignants-es dont au moins un-e enseignant-e-chercheur hors du site, désignés-es par le-la Directeur-riche de l'Inspé.

Cette commission auditionne tous-toutes les candidats et propose un avis sur chaque candidat-e au-à la- Directeur-riche de l'Inspé qui procède à la nomination.

Il peut être mis un terme aux fonctions d'un-e des Responsables de sites de formation à sa demande ou par le-la Directeur- trice de l'Inspé, dans l'intérêt du service.

## **7 - Les Conseils d'enseignement**

### **Article 24 – Missions**

Les Conseils d'enseignement sont des conseils organisés pour l'enseignement de chaque discipline.

Dans la limite du périmètre défini par le COSP et à des fins d'organisation interne à l'Inspé, les Conseils d'enseignement ont pour mission de :

- Réguler la formation (1er et 2nd degré),
- Proposer la répartition des services au-à la- Directeur-riche de l'Inspé,
- Proposer le recrutement de vacataires lorsque cela est nécessaire,
- D'évaluer et d'exprimer leurs besoins pédagogiques auprès des Directeurs-rices Adjointes-es,
- D'établir les relations avec le Rectorat dans les disciplines,
- Développer des relations avec les départements disciplinaires d'UCA.

Le Conseil d'enseignement, dans sa composition complète, se réunit au moins deux fois par an. Des réunions restreintes plus spécifiques sont programmées à la demande des intervenants ou du-de la- Directeur-riche du Conseil d'Enseignement.

Ils ont également pour objectif de faire remonter aux départements UCA, et notamment au département des sciences de l'éducation, les besoins de l'Institut en terme de formation et de postes.

#### **Article 25 – Le-la Directeur-riche du Conseil d'enseignement**

Il-elle est élu-e par ses collègues de la même discipline au sein de l'Institut selon les modalités prévues par le Règlement Intérieur pour un mandat de trois ans.

Le-la Directeur-riche de Conseil :

- Transmet les besoins pédagogiques de sa discipline au-la- Directeur-riche de l'Inspé,
- Elabore et assure la mise en œuvre du tableau de bord des enseignements de sa discipline,
- Convoque, prépare et préside les réunions relevant de l'organisation des enseignements de sa discipline,
- Assure les relations avec le-la Directeur-riche de l'Inspé, le Rectorat, et les autres conseils d'enseignement de l'Institut
- Représente son Conseil dans les différents conseils de l'Inspé lorsque cela est pertinent et à la demande de la direction ou du – de la Président-e du Conseil d'Institut.

Le règlement intérieur définit les modalités de désignation des Directeurs-rices de Conseil d'enseignement.

### **8 - Modification des statuts et du règlement intérieur**

#### **Article 26 - Modification des statuts**

La modification des statuts peut être demandée par le-la Directeur-riche de l'Inspé, par le-la président-e du CI ou par la majorité de ses membres en exercice.

Les présents statuts peuvent être révisés à la majorité des membres en exercice présents ou représentés. Toute modification des statuts doit être approuvée par le conseil d'administration d'Université Côte d'Azur, après avis du conseil d'administration de l'Université de Toulon.

#### **Article 27 - Règlement intérieur**

Un règlement intérieur de l'Inspé complète et précise les modalités d'application des présents statuts. Il est voté, à la majorité, par les membres du CI. Le règlement intérieur peut être révisé ou modifié dans les mêmes formes.

# REGLEMENT INTERIEUR

Institut National Supérieur du Professorat et de  
l'Éducation (**Inspé**)  
Académie de Nice Célestin Freinet

Validé en Conseil d'Institut du 16/11/2020

<b>1 - Fonctionnement des structures institutionnelles.....</b>	<b>3</b>
Règles communes au fonctionnement du CI et du COSP.....	3
Le Conseil d'Institut (CI).....	6
Le Conseil d'Orientation Scientifique et Pédagogique (COSP).....	6
<b>2- Organisation et fonctionnement des structures internes .....</b>	<b>7</b>
Les Goupes de Pilotage.....	7
Les Chargé-e-s de Mission.....	8
Les Sites de Formation.....	8
Le Responsable de Site.....	8
Le Conseil de Site.....	8
Les Conseils d'enseignement.....	9
Le-la Directeur-riche du Conseil d'enseignement.....	9
<b>3 - Organisation et fonctionnement des commissions consultatives.....</b>	<b>9</b>
La Commission BIATSS.....	9
<b>4 - Le service de la documentation.....</b>	<b>10</b>
<b>5 - Vie étudiante.....</b>	<b>12</b>
<b>6 - Règles communes aux personnels et aux usagers.....</b>	<b>12</b>
 <i>Annexe 1 : textes de référence.....</i>	 <i>14</i>

## Préambule

Le présent règlement intérieur définit les règles de fonctionnement de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation (Inspé) de l'académie de Nice Célestin Freinet. Les Inspé ont été créés par la loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019, pour une Ecole de la confiance, dans son article 43.

Il est porté à la connaissance de tous les personnels et usagers de l'Inspé. Il peut être modifié par le Conseil d'Institut (CI) à la majorité de ses membres en exercice, présents ou représentés, sur demande du-de la- Directeur-riche, du-de la- Président-e du CI ou de la majorité des membres en exercice de l'Inspé.

L'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation de l'Académie de Nice est dirigé par un-une Directeur-riche. Il-elle est assisté-e d'un-e ou plusieurs Directeurs-trices adjoint-e-s et d'un-e Directeur-riche Administratif-tive de Composante (DAC) placé(e) sous son autorité. Il-Elle dispose, pour les besoins de son fonctionnement, de services administratifs et techniques qui s'inscrivent dans l'organisation générale d'Université Côte d'Azur.

### *1 – Fonctionnement des structures institutionnelles*

#### Règles communes au fonctionnement du Conseil d'Institut et du Conseil d'Orientation Scientifique et Pédagogique

##### **Article 1 – Dispositions réglementaires communes**

Le mandat des membres des conseils prend fin lorsqu'ils ont perdu la qualité au titre de laquelle ils ont été élus ou nommés.

Les membres des conseils siègent valablement jusqu'à la désignation de leurs successeurs.

Tout membre nommé qui n'est pas présent ou représenté lors de trois séances consécutives est considéré comme démissionnaire.

Toute cessation de fonctions pour quelque cause que ce soit en cours de mandat donne lieu à la désignation d'une nouvelle personnalité dans les mêmes conditions, pour la durée du mandat restant à courir, sauf si la vacance intervient moins de six mois avant l'expiration du mandat.

Les fonctions de membre du Conseil d'Institut et du Conseil d'orientation scientifique et pédagogique sont incompatibles entre elles.

Le mandat du-de la- Président-e de chacun des Conseils est renouvelable une fois.

## **Article 2 - Règles spécifiques concernant le CI et le COSP**

Chaque Conseil doit se réunir au moins deux fois par an en séance ordinaire, sur convocation de son-sa Président-e, avec un ordre du jour précis.

Il peut se réunir en séance extraordinaire, pour motif particulier, à l'initiative de son-sa Président-e ou du-de la- Directeur-riche de l'Institut ou à la demande de la moitié au moins de ses membres en exercice.

## **Article 3 - Modalités de convocation, d'établissement et d'envoi de l'ordre du jour et des documents préparatoires**

L'ordre du jour est notifié aux membres du Conseil au moins sept jours ouvrables à l'avance, accompagné des documents préparatoires nécessaires, sauf en cas d'urgence.

- Un tiers au moins des membres peut demander et obtenir l'inscription d'un point à l'ordre du jour, au plus tard 48 heures après la diffusion de l'ordre du jour.
- Un point urgent peut être inscrit à l'ordre du jour en début de séance, avec accord de tous les membres présents ou représentés.
- Toute question diverse ne pouvant donner lieu à un vote, relevant de la compétence du Conseil, peut être déposée au début de la séance. Elle sera abordée après accord du-de la- Président-e en fin de séance.
- Les Conseils d'Institut se déroulent en présentiel sur un des sites de l'Inspé, et à distance pour les personnes étant affectées sur des sites distants ou retenus pour des obligations. Les personnes souhaitant suivre les séances à distance doivent se déclarer au préalable à la direction de l'Inspé.  
Sur décision du-de la – Président-e du Conseil d'Institut et du- de la Directeur-riche de l'Inspé, l'ensemble d'une séance peut se dérouler valablement à distance.
- Si des événements ou contraintes compromettent l'organisation de conseils en présentiel, ceux-ci seront organisés valablement en ligne, de même que leurs scrutins et votes respectifs (à bulletin secret ou non, selon les cas).

## **Article 4 - Règles de quorum**

Le-la Président-e procède à la vérification du quorum avant chaque séance conformément aux dispositions prévues ci-dessous.

A l'exception de dispositions réglementaires particulières, chaque Conseil siège valablement lorsque la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

- Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil est à nouveau convoqué dans un délai de huit jours ouvrés et peut valablement siéger, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.
- Une suspension de séance d'une durée comprise entre cinq et quinze minutes précisée par le-la Président-e peut être décidée par celui-ci–celle-ci ou à la demande du tiers au moins des membres présents ou représentés.

### **Article 5 - Modalités des délibérations**

Chaque orateur ne peut parler qu'après avoir demandé la parole au-à la- Président-e. Elle ne peut lui être refusée mais peut être différée. Un temps de parole limité peut être déterminé, au début de chaque point de l'ordre du jour, par le-la Président-e. Il ne peut être inférieur à cinq minutes ni supérieur à quinze minutes.

- Les votes ont lieu à main levée ou, sur demande d'un seul de ses membres, à bulletin secret.
- Le vote à bulletin secret est obligatoire pour toutes les questions de personne.
- Sauf dispositions réglementaires particulières, les délibérations sont acquises à la majorité des membres présents ou représentés.
- La voix du-de la- Président-e est prépondérante en cas d'égalité des suffrages exprimés.

### **Article 6 - Procurations**

Un membre empêché peut donner procuration à un autre conseiller, sans condition de collège, y compris en cours de séance.

- Nul ne peut être porteur de plus de trois procurations.
- La procuration doit être spéciale, c'est-à-dire relative à une seule séance, nominale, datée et signée et ne concerner qu'un seul délégataire. Elle ne peut être transmise à une tierce personne en cours de séance.

Le-la Président-e donne lecture des pouvoirs au début de chaque réunion du Conseil ou en cours de séance lorsqu'un conseiller quitte la salle en donnant pouvoir à un autre membre.

### **Article 7 - Remplacement du-de la- Président-e en cas d'empêchement**

En cas d'empêchement du-de la- Président-e, la présidence de la séance est assurée dans les mêmes conditions par le-la Vice-président-e.

## **Article 8 - Procès-verbaux**

Le procès-verbal de la séance est rédigé sous la responsabilité du-de la Président-e par les services administratifs de l'Inspé. Il mentionne les noms des membres présents ou représentés et des membres absents ou excusés.

Après signature par le-la Président-e et par le-la Directeur-ric(e),

- il est transmis dans les meilleurs délais et dans la limite d'un mois par courrier électronique à l'ensemble des conseillers présents.
- Il est soumis à l'approbation du Conseil au début de la séance suivante et
- il est diffusé sans délai par tout moyen approprié pour en assurer la plus large audience.

Un relevé de conclusions, signé par le-la Président-e du Conseil, peut être diffusé dans la semaine suivant la séance du Conseil.

En cas de demande de modification formulée par un membre du Conseil, le PV est modifié pour être présenté au vote. En cas d'accord, le PV modifié est adopté. En cas de refus, le PV présenté initialement est adopté.

## **Le Conseil d'Institut (CI)**

### **Article 9 - Le Conseil d'Institut restreint**

Les attributions du Conseil d'Institut restreint sont détaillées à l'article 11 des Statuts de l'Inspé.

Le-la Directeur-ric(e) assiste aux séances du Conseil d'Institut restreint à titre consultatif.

Au début de chaque réunion, les membres du Conseil d'Institut restreint élisent en leur sein un-une Président-e de séance, à la majorité simple des membres présents.

Les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 6 (procurations), au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 5 (vote à bulletin secret), au 4<sup>e</sup> alinéa de l'art. 5 (majorité) et au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 4 (quorum) sont applicables au Conseil d'Institut restreint.

## **Le Conseil d'Orientation Scientifique et Pédagogique (COSP)**

## **Article 10 – Le-la Président-e du COSP**

Le-la Président-e du COSP est élu-e au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, à la majorité des suffrages exprimés et un nombre égal au quart du nombre des électeurs inscrits au premier tour, à la majorité relative au second tour. En cas d'égalité de voix à l'issue du second tour, le candidat le plus jeune est élu.

## **Article 11 - Fonctionnement du COSP**

Le-la Président-e, en concertation avec le-la Directeur-riche de l'Inspé, fixe l'ordre du jour et convoque le Conseil. Il préside les séances et anime les débats.

Il appartient au-à la- Directeur-riche de l'Inspé de convoquer la première réunion du COSP suivant sa création ou son renouvellement complet.

Conformément aux dispositions de l'article 17 des statuts, peut être invitée, à l'initiative du-de la- Directeur-riche, du-de la Président-e du COSP ou sur proposition d'un tiers des membres du Conseil, toute personne dont l'audition peut paraître utile.

## *2 – Organisation et fonctionnement des structures internes*

### **Les groupes de pilotage**

#### **Article 12 - Composition et fonctionnement des groupes de pilotage**

Des groupes de pilotage, animés par un-e Directeur-riche Adjoint-e et/ou les Responsables de master, sont constitués par mention.

Ils sont composés :

➤ **Pour la mention Premier Degré :**

- du-de la Directeur-riche et/ou d'un-e Directeur-riche Adjoint-e,
- des Responsables de Sites,
- du-de la Responsable Scolarité ou de son-sa représentant-e, éventuellement assisté-e d'un ou plusieurs personnels de son service.

➤ **Pour les mentions Second Degré, Encadrement Educatif et PIF :**

- du-de la Directeur-riche et/ou d'un-e Directeur-riche Adjoint-e, de tous les Responsables

de parcours Second Degré des universités Côte d’Azur et Toulon.

- du-de la Responsable Scolarité ou de son-sa représentant-e, éventuellement assisté-e d’un ou plusieurs personnels de son service.

Le-la Directeur-riche Administratif-tive de Composante (DAC) est membre permanent-e des différents groupes de pilotage.

Les réunions pourront se tenir alternativement sur les différents sites et/ou par visioconférence à l’initiative du-de la- Directeur-riche ou du-de la- Directeur-riche Adjoint-e concerné-e.

### **Article 13 - Attributions des groupes de pilotage.**

Les groupes de pilotage ont pour mission :

- le suivi et l’évolution pédagogique de la mention,
- l’élaboration du règlement général des modalités de contrôle des connaissances,
- l’évaluation des enseignements,

Les propositions des groupes de pilotage sont élaborées en concertation avec les Directeurs-trices de Départements concernés et sont transmises au COSP pour avis, puis soumises au vote du Conseil d’Institut.

### **Article 14 – Les Chargé-e-s de mission**

Sur lettre de mission, le-la Directeur-riche peut se faire assister de chargé-e-s de mission.

### **Article 15 - Les Sites de formation**

Chaque site de formation est placé sous l’autorité d’un enseignant ou enseignant-chercheur qui occupe la fonction de Responsable de Site.

Chaque site regroupe des personnels enseignants et administratifs.

Le site de George V, qui est également le siège de l’Inspé, est placé sous la responsabilité du-de la Directeur-riche de l’Inspé.

### **Article 16 - Le Responsable de site de formation**

Il travaille en étroite collaboration avec les services centraux de l’Inspé et les différents personnels administratifs et techniques du site pour ce qui concerne la gestion matérielle, financière et l’entretien du site, ainsi que pour les questions relatives à la sécurité et au maintien de l’ordre. Sur

ces deux dernières questions, en application des décisions prises par le-la Président-e d'Université Côte d'Azur, les Responsables de site sont les premiers responsables.

Le Responsable de site est consulté par le-la Directeur-riche de l'Inspé et le-la Directeur-riche Administratif-tive de Composante pour l'évaluation et la notation de l'ensemble du personnel du site dont il a la responsabilité.

L'avis du Responsable de site peut être également sollicité par Directeur-riche de l'Inspé pour l'évaluation des enseignants du second degré.

### **Article 17 - Les Conseils de site de formation**

Chaque conseil de site se réunit au moins deux fois par an et éventuellement sur demande de la moitié des personnels enseignants et/ou administratifs du site.

### **Article 18 - Composition des Conseils de sites**

Chaque conseil est composé :

- du Responsable de site,
- de tous les enseignants affectés au site,
- de tous les personnels BIATSS affectés au site,
- des délégués étudiants des différentes formations assurées sur le site,
- éventuellement des personnes invitées par le responsable du site.

Le-la Directeur-riche de l'Inspé, les Directeurs-trices Adjoint-e-s et le-la DAC sont invités permanents de chaque conseil de site.

### **Les Conseils d'enseignements**

Sur le plan pédagogique, l'Inspé est structuré en conseils d'enseignements dont le périmètre est défini par le COSP conformément au titre 7 des statuts de l'Inspé. Chaque enseignant détermine son appartenance à un Conseil d'enseignement.

### **Article 19 - Modalités de désignation du-de la- Directeur-riche du Conseil d'Enseignement**

Il-elle est élu-e à bulletin secret par les membres du Conseil à la majorité absolue au premier tour, à la majorité relative au second tour.

En cas d'absence de candidat, le-la Directeur-riche de l'Inspé nomme un coordonnateur provisoire jusqu'à l'élection prochaine d'un-e Directeur-riche.

### *3 - Organisation et fonctionnement des commissions consultatives*

#### **La commission BIATSS**

##### **Article 20 – Composition**

La commission des personnels BIATSS est une assemblée de 12 membres composée à parité de 6 représentants des personnels et de 6 représentants de l'administration.

Le-la Directeur-riche de l'Inspé ainsi que le-la DAC en sont membres de droit. Les quatre autres représentants de l'administration sont nommés par le-la Directeur-riche de l'Inspé, et choisis parmi les agents exerçant leurs fonctions dans l'Institut, en veillant à la représentation des services et des sites.

Les représentants des personnels BIATSS sont :

- les deux élus BIATSS au Conseil d'Institut plus
- un représentant par site, sur proposition des membres des personnels BIATSS du Conseil de site.

Lorsqu'un membre perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé, il est procédé à son remplacement dans les mêmes conditions.

##### **Article 21 – Missions**

La commission, dont le rôle est consultatif, se prononce sur toute question relative à l'organisation générale et au fonctionnement des services. Elle est également consultée sur les demandes de création de postes, et de manière générale sur les campagnes d'emplois, et peut donner un avis sur tous les sujets touchant au statut, à la carrière et aux missions des personnels BIATSS. La commission BIATSS fait des propositions en vue de l'amélioration des conditions de travail (cadre de vie, protection de la santé, sécurité) des personnels BIATSS affectés à l'Inspé. Elle peut être saisie par tout personnel BIATSS de l'Inspé sur des questions relevant de son champ de compétences. Ses prérogatives sont d'ordre consultatif.

##### **Article 22 – Fonctionnement**

La commission est présidée par le-la Directeur-riche de l'Inspé. Le-la Directeur-riche Administratif-ve de Composante (DAC) en est Vice-Président-e. En cas d'absence du-de la- Directeur-riche, il-elle préside les réunions.

La commission se réunit en séance ordinaire sur convocation de son-sa Président-e au moins deux

fois par an, ou sur ordre du jour précis à la demande de la moitié au moins de ses membres. Elle siège valablement lorsque la moitié au moins de ses membres est présente, dont au moins trois représentants de l'administration et trois représentants des personnels. Le-la Directeur-riche peut inviter toute personne dont l'audition peut paraître utile au regard de l'ordre du jour.

## 4 - Service de documentation de l'Inspé

### Article 23 - Les médiathèques

Chacun des 4 sites de formation dispose d'une médiathèque.

Les médiathèques sont organisées en un service de la documentation, coordonné par un-e Responsable des médiathèques, proposé-e parmi les enseignants de documentation de l'Inspé, sous l'autorité du-de la- Directeur-riche, en lien avec le-la Directeur-riche du Service Commun de Documentation d'Université Côte d'Azur.

Le Service de la documentation est une **bibliothèque associée** du Service Commun de la Documentation d'Université Côte d'Azur.

### Article 24 – Statut de bibliothèque associée au SCD d'UCA

Au titre de bibliothèque associée le Service de Documentation de l'Inspé :

- dispose, au sein de la composante, de personnels et d'un budget qui lui sont propres ;
- nomme l'un de ses membres chargé :
  - d'être l'interlocuteur privilégié du SCD,
  - d'assurer la coordination inter-médiathèques en lien avec le SCD,
  - de mettre en œuvre la politique documentaire de l'Inspé en lien avec le SCD,
  - de coordonner les moyens correspondants,
  - d'évaluer les services offerts aux usagers.
- conduit une réflexion sur les outils documentaires en lien avec le Service Commun de Documentation d'Université Côte d'Azur et le partage de ces outils pour les usagers ;
- s'engage à collaborer à la mise en œuvre de la politique documentaire d'Université Côte d'Azur en concertation avec ceux du Service commun. Les personnels des médiathèques participent aux commissions disciplinaires mises en place par ce dernier.

## **Article 25 – Partenariat avec le service CANOPÉ**

Le référent de l’Inspé assure un lien étroit entre les médiathèques de l’Inspé et le service de documentation CANOPÉ en vue d’une politique documentaire complémentaire structurée.

Dans ce cadre, les médiathèques développent la communication et les actions de documentation en liaison avec le réseau CANOPÉ autour de quatres axes :

- communication au quotidien à l’intention des étudiants (évènements CANOPÉ, permanences et points d’information réciproques sur les sites INSPE et CANOPÉ, participation aux salons organisés par les deux structures),
- participation à des conférences, des animations, des ateliers,
- suivi et échanges en vue de la complémentarité des fonds documentaires,
- partage d’outils et fonds documentaires.

Ce partenariat avec CANOPÉ est formalisé sous forme d’une convention.

## **Article 26 - Missions spécifiques du service de la documentation de l’Inspé**

Les médiathèques contribuent aux activités de formation et de recherche de l’Inspé. Elles participent aux commissions inter-médiathèques.

Elles ont pour missions :

- d’accueillir les usagers et les personnels exerçant leurs activités à l’Inspé et dans l’université, ainsi que tout autre public, selon le tarif en vigueur au sein d’Université Côte d’Azur, dans des conditions précisées par le règlement intérieur du Service Commun de la Documentation d’UCA et d’organiser les espaces de travail et de consultation ;
- d’acquérir, signaler, gérer et communiquer les documents et ressources d’informations sur tout support en lien avec la politique du SCD ;
- de favoriser l’usage des ressources documentaires numériques spécifiques en lien avec la politique documentaire du SCD ;
- de participer, à l’intention des utilisateurs, à la recherche sur ces différentes ressources ainsi qu’aux activités d’animation culturelle et scientifique de l’Inspé ;
- de favoriser, par l’action documentaire et l’adaptation des services, toute initiative dans le domaine de la formation initiale et continue et de la recherche ;
- de mettre en œuvre la politique de formation documentaire en lien avec le SCD et le réseau CANOPÉ, dans le cadre des formations de l’Inspé, par des actions de formation des utilisateurs à :
  - un emploi aussi large que possible des techniques d’accès à l’information scientifique

- et technique,
- la connaissance de la culture informationnelle appliquée à l'enseignement ;

- de préparer en tant que de besoin les dossiers concernant la documentation pour les différentes instances ayant à traiter de problèmes documentaires. Il peut être entendu, à sa demande, par les instances délibérantes et consultatives de l'Inspé concernant la documentation.

## *5 - Vie étudiante*

### **Article 27 - Equipements mis à la disposition des étudiants**

Des locaux peuvent être mis à disposition et utilisés par les étudiants de l'Inspé dans le respect des règles en vigueur à UCA.

Dans ce cadre préétabli, dans chacun des sites de l'Inspé, une salle comportant un accès au réseau Internet peut être mise à disposition des étudiants.

### **Article 28 - Activités proposées**

Des activités extra-universitaires à caractère pédagogique, culturel ou sportif peuvent être proposées aux usagers : conférences, sorties, pratique sportive... Il peut être demandé aux participants de justifier de leur assurance en responsabilité civile.

## *6 - Règles communes aux personnels et aux usagers*

### **Article 29 – Règles communes aux personnels et aux usagers**

Les règles communes relatives aux personnels et aux usagers en vigueur à UCA s'appliquent, notamment en matière d'information et d'affichage, d'exercice des libertés publiques, de respect des consignes de sécurité, de circulation et de stationnement des véhicules, d'utilisation des locaux et d'interdiction de fumer.

L'interdiction de fumer comprend l'utilisation des cigarettes électroniques dans l'enceinte des bâtiments.

Les personnels et usagers de l'Inspé doivent revêtir une tenue vestimentaire convenable, au regard des missions de l'établissement.

L'usage du téléphone portable est interdit durant les temps de formation pour les étudiants et fonctionnaires stagiaires hors usage pédagogique explicité par l'enseignant.

Le respect des horaires est exigé, pour le bon fonctionnement des cours et par correction à l'égard du professeur et des autres étudiants.

### **Article 30 - Développement durable**

Les personnels et usagers de l'Inspé sont incités à promouvoir le tri sélectif des déchets en utilisant les équipements mis à leur disposition à cet effet : papier, piles usagées...

Les dispositifs d'éclairage et autres appareils électriques (ordinateurs, photocopieuses, etc.) doivent être éteints tous les soirs et ne doivent rester sous tension qu'en cas d'absolue nécessité. Dans la mesure du possible, l'installation de détecteurs automatiques de mouvement et de minuteries dans les parties communes doit être privilégiée. Les systèmes à extinction progressive sont préconisés.

### **Article 31 - Commission disciplinaire**

Les étudiants et stagiaires de l'Inspé sont soumis, en matière disciplinaire, aux dispositions du Code de l'Éducation pour les étudiants et à celles du statut de la Fonction Publique pour les fonctionnaires stagiaires.

Une commission disciplinaire peut être saisie par les Président-e-s des Universités partenaires à la demande du-de la- Directeur-riche de l'Inspé.

## Textes de référence

- Loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une École de la confiance, et notamment l'article 43 portant création des INSPE,
- Décret n° 2019-920 du 30 août 2019 fixant les conditions de désignation des directeurs des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation
- Décret n° 2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur,
- Code de l'Éducation, notamment ses articles L 713-1, L 713-9, L 721-1 à L 721-3 et D 719-1 à D 719-40, D714-29, D714-31 et D 714-39,
- Loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République,
- Loi n° 2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'École,
- Décret n° 2013-782 du 28 août 2013 fixant les règles relatives à la composition et au fonctionnement des conseils des Écoles Supérieures du Professorat et de l'Éducation,
- Arrêté du 30 août 2013 portant création et accréditation de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation de l'académie de Nice au sein de l'Université de Nice,
- Délibération n° 2013-100 du Conseil d'administration de l'Université Nice Sophia Antipolis du 16 juillet 2013 relatif à la création de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation de l'académie de Nice en tant que composante de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation de l'académie de Nice,
- Délibération n° 2013-123 du Conseil d'Administration de l'Université Nice Sophia Antipolis du 24 septembre 2013 relatif à la désignation de la composition du Conseil d'École et du Conseil d'Orientation Scientifique et Pédagogique de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation de l'académie de Nice,
- Délibération n° 2013-105 du Conseil d'Administration de l'Université de Toulon du 26 septembre 2013 relatif à la composition du Conseil d'École et du Conseil d'Orientation Scientifique et Pédagogique de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation de l'Académie de Nice,
- Arrêté n° 2013-24 du Recteur de l'Académie de Nice, du 30 septembre 2013, fixant la composition du Conseil de l'Ecole Supérieure du Professorat et de l'Éducation,
- Arrêté n° 2013-27 du Recteur de l'Académie de Nice, du 1<sup>er</sup> octobre 2013, fixant la composition du Conseil d'Orientation Scientifique et Pédagogique de l'Ecole Supérieure du Professorat et de l'Éducation du 30 septembre 2013.
- Délibération n° 2013-151 du Conseil d'Administration de l'Université Nice Sophia Antipolis du 17 décembre 2013 portant approbation des statuts de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation de l'Académie de Nice, Célestin Freinet.



## **Convention cadre tripartite 2021-2024 relative à la formation initiale des enseignants et personnels d'éducation**

### **ENTRE**

#### **Université Côte d'Azur,**

Établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel expérimental, régi par le décret n° 2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts,

Immatriculé au SIREN sous le numéro 130 025 661 00013, code APE : 8542Z,

Dont le siège social se situe à NICE (06103 cedex 2), Grand Château, 28 avenue Valrose,

Représenté par son Président en exercice, Monsieur Jeanick BRISSWALTER, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil d'Administration n°2020-09 du 30 janvier 2020,

Agissant dans le cadre des activités de l'INSPE, dont le directeur est Monsieur Franck BRILLET,

Ci-après désigné « Université Côte d'Azur » ou « UCA »,

### **ET**

#### **L'Université de Toulon,**

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège se situe : à TOULON (83041 cedex 9), CS 60584,

Immatriculé au SIREN sous le numéro 198 307 662 00017, code APE : 8542Z,

Représenté par son Président en exercice, Monsieur Xavier LEROUX, dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration n° 2019-13 du 2 avril 2019,

Ci-après désigné « Université de Toulon », « UTLN » ou « Université partenaire »,

### **ET**

#### **Le rectorat de l'académie de Nice,**

Dont le siège social se situe à NICE (06181 cedex 2), 53 Avenue Cap de Croix

Représenté par le Recteur de l'Académie de Nice, Monsieur Richard LAGANIER,

Ci-après désigné « l'Académie »,

## **Préambule**

Les statuts de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation (INSPE) de l'Académie de Nice ont été adoptés par le Conseil d'Administration d'UCA en date du 17 décembre 2020.

**CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de formaliser le positionnement des partenaires par rapport à l'INSPE, leur engagement et leur contribution dans la mise en œuvre des formations MEEF (« Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation »).

La participation des universités dans le cadre de projets de formation, relevant de la présente convention cadre, donnera lieu à des conventions d'application spécifiques.

### **Article 2. Cadre légal**

L'article L. 721-2 du code de l'éducation et les statuts de l'INSPE définissent l'ensemble des éléments relevant des missions de l'INSPE, relatifs à la formation initiale et continue, à la recherche et à la communication.

### **Article 3. L'observatoire académique**

Il est institué un observatoire académique des formations MEEF de l'Académie de Nice qui se situe dans la continuité du comité d'orientation scientifique pédagogique.

L'observatoire académique est une instance de réflexion qui assure une fonction de coordination et d'harmonisation entre les différents partenaires. Il a pour mission d'assurer le respect des axes stratégiques définis dans le projet INSPE accrédité.

L'observatoire académique des formations MEEF est composé du Recteur de l'Académie de Nice ou de son représentant, du Recteur délégué pour l'Enseignement Supérieur, la Recherche et l'Innovation, des deux présidents d'université ou de leurs représentants et de la direction de l'INSPE ou de son représentant et du président du Conseil d'Institut.

Il se réunit au moins deux fois par an, à l'initiative du président d'Université Côte d'Azur ou du directeur de l'INSPE sur proposition du président du Conseil d'Institut de l'INSPE pour :

- Faire le bilan de l'année universitaire écoulée et analyser la contribution relative effective de chacun des trois partenaires dans le courant du 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année civile ;
- Statuer sur les moyens à mobiliser pour mettre en œuvre l'offre de formation future proposée par le Conseil d'Institut de l'INSPE (y compris les emplois) et valider la répartition de la contribution de chacun des trois partenaires pour l'année universitaire suivante, dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année civile.

#### **Article 4. Les formations**

L'annexe 1 identifie la liste des formations, les sites d'exécution des enseignements et le partenaire en responsabilité de chaque parcours.

#### **Article 5. Les moyens**

- *La participation des universités*
  - Université Côte d'Azur prend en charge l'ensemble des actes administratifs de gestion liés au personnel, au budget et aux dossiers juridiques et/ou réglementaires de la composante INSPE.
  - Chacune des deux universités (Université Côte d'Azur et Université de Toulon) prend en charge les dépenses liées à l'entretien, à l'équipement et au fonctionnement pédagogique de base de ses locaux, hors dépenses sur projets spécifiquement liés à la mise en œuvre des formations dans le cadre du projet INSPE ;
  - La composante INSPE a la responsabilité de la mise en œuvre du projet d'accréditation, de son suivi et de son évaluation dans ses volets scientifiques, pédagogiques et financiers ;
  - Les universités s'engagent à mettre en œuvre une organisation administrative qui permette à l'INSPE la centralisation de l'ensemble des informations nécessaires au suivi et à l'évaluation du projet, notamment les indicateurs nécessaires comme les effectifs, les droits perçus, la charge d'enseignement, les heures effectuées, leur répartition entre les trois partenaires, la réussite aux diplômes et l'insertion professionnelle.
  - Les étudiants préparant un master MEEF, candidats à une validation d'études ou d'acquis, et les stagiaires de formation continue ou permanente sont inscrits :
    - A l'Université de Toulon pour les formations ouvertes sur ses campus (liste fixée dans l'annexe 1) ;
    - A Université Côte d'Azur pour l'ensemble des formations ouvertes sur ses campus (liste fixée dans l'annexe 1).

Les formations MEEF concernées correspondent à une charge d'enseignement comptabilisées en heure équivalent - TD (HETD).

- *La participation de l'Académie*

- La participation des professeurs du premier et du second degré ou de personnels d'éducation exerçant en établissement public local d'enseignement ou en école est définie dans le cadre national des formations dispensées au sein des masters « Métiers de l'Enseignement, de l'Education et de la Formation », en vigueur ;
- Les praticiens de terrain sont identifiés et proposés par l'Académie ;
- Au vu des besoins exprimés par l'INSPE et sous réserve des contraintes RH académiques et universitaires, l'Académie met à la disposition de l'INSPE des moyens d'enseignement sous la forme de postes partagés. Les enseignants effectuant des demi-services pour le compte de l'INSPE sont rémunérés à mi-temps par l'établissement universitaire d'accueil et ne sont pas comptabilisés dans la participation de l'Académie prévus par le présent article. Ces temps partagés sont mis à disposition des universités pour faire face à des situations temporaires ou imprévisibles mais ne peuvent être renouvelés plus de 2 ou 3 ans.

- *Mise à disposition des locaux*

- La formation des usagers se déroule dans les locaux de l'Académie et dans les locaux des universités dans lesquelles ils sont inscrits. Elle débute dès l'accueil de pré-rentree. Aucun flux financier n'est prévu sur ce point entre les partenaires.

#### **Article 6. L'évaluation annuelle de la participation des partenaires**

L'évaluation de la participation de l'Académie se fait sur la base des données liées aux interventions des praticiens de terrain fournies et validées par l'INSPE et l'Académie. L'évaluation de la participation d'UCA et de l'UTLN se fait grâce aux indicateurs nécessaires définis dans l'article 5 et mis en place réciproquement par chaque université. Cette évaluation fera l'objet d'un bilan qui sera communiqué à toutes les parties en fin d'année universitaire ou civile, à la convenance des parties.

Les modalités de la participation et des compensations financières entre partenaires seront précisées dans une convention d'application annuelle.

#### **Article 7. Durée de la convention**

La présente convention prend effet le 1<sup>er</sup> septembre 2021 et prendra fin le 31 août 2024.

#### **Article 8. Modalités de modification de la convention**

Toute modification et/ou révision apportée à la présente convention et/ou à ses annexes devra faire l'objet d'un avenant, dûment signé par les parties.

#### **Article 9. Modalités de résiliation de la convention**

Les parties s'engagent à respecter les termes de la présente convention.

La présente convention pourra être résiliée notamment en cas de non-respect par l'une des parties des engagements cités.

La résiliation s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de trois mois. Les conventions d'application de la présente convention cadre devront prévoir les modalités particulières de résiliation lorsque la résiliation de la convention cadre est réalisée.

Cette résiliation ne sera effective qu'à compter de la pleine réalisation de la totalité de la formation programmée afin de ne pas porter préjudice aux étudiants inscrits.

#### **Article 10. Règlement des litiges**

La présente convention est régie par la loi française.

Tout litige, relatif à la présente Convention, qui pourrait naître notamment à l'occasion, sans que cette liste ne soit limitative, de l'interprétation, de l'existence, de la validité, de l'exécution ou de la mauvaise exécution et/ou de la cessation pour quelque cause que ce soit donnera lieu à une tentative de règlement amiable entre les parties.

La procédure amiable à suivre, qui sera mise en œuvre par la partie la plus diligente, sera la suivante :

Le représentant légal de chaque partie désignera un représentant parmi son personnel afin de trouver une solution acceptable par les parties. Avant les rencontres des représentants, ces derniers devront : identifier le litige et son origine ; établir un calendrier de négociations, avec les rencontres et échanges qu'ils considèrent nécessaires pour l'aboutissement d'une solution.

Faute pour les parties de parvenir à un accord dans un délai de deux mois ces dernières pourront, à l'initiative de la partie la plus diligente, porter leur différend devant le Tribunal administratif de Nice.



**Pour Université Côte d'Azur,  
Le Président,**



**Jeanick Brisswalter**



**Pour le rectorat de l'Académie de Nice,  
Le Recteur,**



**Richard Laganier**

**Pour l'Université de Toulon,  
Le Président,**



**Xavier Leroux**

## Annexes :

### Liste de formations (annexe 1)



#### Annexe 1 :

#### Université responsable de la mise en œuvre des différents parcours des 4 mentions du Master MEEF

Mention/Parcours	Université responsable de la mise en œuvre	Localisation	Autre université partenaire
Mention 1 <sup>er</sup> degré	Université Côte d'Azur	Nice, LAS, Draguignan	
Mention 3, parcours CE	Université Côte d'Azur	LAS	
Mention 3 parcours CPE	Université Côte d'Azur	Nice	
Mention 4	Université Côte d'Azur	Nice	
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours Anglais	Université de Toulon	Toulon – campus de La Garde	Université Côte d'Azur
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours Espagnol	Université de Toulon	Toulon – campus de La Garde	Université Côte d'Azur
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours Lettres	Université de Toulon	Toulon – campus de La Garde	Université Côte d'Azur
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours Mathématiques	Université de Toulon	Toulon – campus de La Garde	Université Côte d'Azur
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours Allemand	Université Côte d'Azur	Nice	
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours Anglais	Université Côte d'Azur	Nice	
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours Economie-Gestion	Université Côte d'Azur	Nice	
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours EPS	Université Côte d'Azur	Nice	
Mention 2 <sup>nd</sup> degré	Université Côte d'Azur	Nice	

Parcours Espagnol			
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours Histoire-Géographie	Université Côte d'Azur	Nice	
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours Lettres	Université Côte d'Azur	Nice	
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours EPS	Université Côte d'Azur	Nice	
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours Mathématiques	Université Côte d'Azur	Nice	
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours Physique-Chimie	Université Côte d'Azur	Nice	
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours SES	Université Côte d'Azur	Nice	
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours NSI	Université Côte d'Azur	Nice	
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours SVT	Université Côte d'Azur	Nice	
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours Italien	Université Côte d'Azur	Nice	
Mention 2 <sup>nd</sup> degré Parcours Musique	Université Côte d'Azur	Nice	

## **CONVENTION D'APPLICATION DE LA CONVENTION CADRE**

### **ENTRE**

#### **Université Côte d'Azur**

Établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel expérimental, régi par le décret n°2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts,

Immatriculé au SIREN sous le numéro 130 025 661 00013, code APE 8542Z,

Dont le siège social se situe à NICE (06103 cedex 2), Grand Château, 28 avenue Valrose,

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Jeanick BRISSWALTER, dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration n° 2020-01 du 09 janvier 2020,

Ci-après désigné par les termes « Université Côte d'Azur »

D'une part ;

### **ET**

#### **Le rectorat de l'Académie de Nice,**

Dont le siège social se situe à NICE (06181 cedex 2), 53 Avenue Cap de Croix,

Représenté par la Rectrice de l'Académie de Nice, Madame Natacha CHICOT,

Ci-après désigné « l'Académie »

D'autre part ;

## **Préambule**

Par la présente convention, Université Côte d'Azur et l'Académie entendent mettre en œuvre la Convention Cadre Tripartite 2021-2024 conclue entre Université Côte d'Azur, l'Université de Toulon et l'Académie de Nice le 07 juillet 2022.

**CECI AYANT ETE EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour but de fixer la contribution du volume d'heures d'enseignement qu'Université Côte d'Azur réalisera dans le cadre des formations continues et continuées à vocation d'accompagner le développement professionnel des personnels enseignants de l'Académie, conformément à la Convention Cadre Tripartite 2021-2024 conclue le 07 juillet 2022.

### **Article 2 : Engagements d'Université Côte d'Azur**

Université Côte d'Azur s'engage :

- A assurer des interventions dans les formations suivantes, à hauteur de 50% du volume total des heures maquettes (les détails sont définis dans l'annexe 1) :

*Certificat d'aptitude professionnelle aux pratiques de l'éducation inclusive (CAPPEI) ;  
Certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur ou de professeur des écoles maître formateur (CAFIPEMF),  
Néo-titulaires 1D et 2D (T1-T2-T3) ;*

- A assurer et coordonner intégralement la formation suivante :

*DIU Professeurs et Conseillers Principaux d'Education Stagiaires – entrée dans le métier*

Du fait de la contribution, sans flux financier (Article 5 de l'arrêté du 27 août 2013 - Modifié par l'arrêté du 24 juillet 2020 - art. 1) de l'intervention des personnels du rectorat et des Directions des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) dans les formations Masters « Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation », il est convenu par principe de réciprocité :

- De mettre à disposition les locaux :

*Pour l'organisation des concours de Recrutement de Professeurs des Ecoles (CRPE),*

*Pour la rentrée scolaire des personnels rectorat-DSDEN.*

- D'intégrer le volume d'heures dispensé (des parcours mentionnés précédemment), dans les services statutaires des personnels d'Université Côte d'Azur ;
- De soutenir le développement de liens entre la Recherche et la Formation Professionnelle au travers d'actions ciblées (les détails sont définis dans l'annexe 1) :

*Intervention des enseignants chercheurs de l'INSPE pour enrichir et actualiser les contenus de la formation continue par la recherche ;*

*Intervention des enseignants chercheurs INSPE auprès des formateurs académiques et tuteurs en formation initiale dans le cadre du renforcement sur l'analyse de pratiques et le suivi de mémoire ;*

*Développement des collaborations en lien avec le laboratoire LINE sur l'innovation ;*

*Contribution à des séminaires scientifiques.*

### **Article 3 : Engagements de l'Académie**

Le Rectorat et les DSDEN s'engagent à :

- Contribuer à la formation initiale des personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation des premier et second degrés (Master MEEF) à hauteur de 33% des maquettes. Les volumes visés sont définis dans l'annexe 1. Les intervenants praticiens de terrain qui assurent les formations sont désignés et rétribués par l'Académie.
- Assurer des interventions dans les formations suivantes, à hauteur de 50% du volume total d'heures maquettes :

*Certificat d'aptitude professionnelle aux pratiques de l'éducation inclusive (CAPPEI) ;*

*Certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur ou de professeur des écoles maître formateur (CAFIPEMF),*

*Néo-titulaires 1D et 2D (T1-T2-T3).*

### **Article 4 : Engagements des Partenaires**

L'annexe 1 identifie les formations et les volumes prévisionnels d'heures maquettes que devront réaliser chaque partenaire, en référence aux dispositions décrites dans les articles 2 et 3 de la présente convention.

Les partenaires s'engagent à réaliser une évaluation des volumes d'heures respectifs à mi-parcours de l'année universitaire, et à actualiser les charges d'enseignements d'heures maquettes en cas d'évolutions des prévisions de l'annexe 1.

Les partenaires s'engagent à réaliser un bilan des volumes d'heures respectifs exécutés dans en fin d'année universitaire.

#### **Article 5 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an à compter du 01 septembre 2022.

Elle peut être reconduite, une fois, par reconduction expresse pour la même durée. Dans le cas où une telle reconduction serait envisagée, les parties en présence devront la formaliser par courrier au moins deux mois avant de procéder à la reconduction de la convention.

Au terme de la durée d'exécution de la présente convention, qu'il s'agisse de sa durée initiale ou de celle découlant de sa reconduction expresse, un nouveau partenariat devra être réalisé par la signature d'une nouvelle convention.

#### **Article 6 : Avenant**

Toute modification de la présente convention pendant sa durée initiale ou dans le cadre de sa reconduction expresse interviendra par voie d'avenant.

#### **Article 7 : Conditions de résiliation**

La présente convention pourra être résiliée notamment en cas de non-respect par l'une des parties des engagements cités.

La résiliation s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de trois mois.

#### **Article 8 : Communication**

Les parties se concerteront pour la promotion et la communication de ce partenariat et des actions qui en découlent.

Les logos et sigles devront respecter les chartes graphiques de chacune des parties.

Leur utilisation doit être conforme aux règles d'éthique en usage.

Les documents et supports comportant les logos, sigles et mentions relatifs au partenariat devront être communiqués préalablement à leur diffusion à chaque partie pour accord.

### **Article 9 : Confidentialité**

Chaque partie s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations appartenant à ou divulguées par l'autre partie, dont elle a eu ou pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention. Cet engagement restera en vigueur pendant la durée de la présente convention et les cinq (5) ans qui suivent la résiliation ou l'arrivée à échéance de cette dernière.

### **Article 10 : Responsabilité civile**

Chacune des parties s'engage à garantir les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés aux tiers par toutes personnes la représentant ou placées sous sa garde ou son autorité (y compris les élèves et stagiaires lorsqu'ils participent à des activités organisées par elle) ou intervenant pour son compte à quelque titre que ce soit.

Il est à noter que les deux parties à la présente convention sont tiers entre elles en cas de dommages.

### **Article 11 : Litiges**

La présente convention est régie par la loi française.

Tout litige, relatif à la présente Convention, qui pourrait naître notamment à l'occasion, sans que cette liste ne soit limitative, de l'interprétation, de l'existence, de la validité, de l'exécution ou de mauvaise exécution et/ou de cessation pour quelque cause que ce soit donnera lieu à une tentative de règlement amiable entre les parties.

La procédure amiable à suivre, qui sera mise en œuvre par la partie la plus diligente, sera la suivante :

Le représentant légal de chaque partie désignera un représentant parmi son personnel afin de trouver une solution acceptable par les deux parties. Avant les rencontres des représentants, ces derniers devront : identifier le litige et son origine ; établir un calendrier de négociations, avec les rencontres et échanges qu'ils considèrent nécessaires pour l'aboutissement d'une solution.

Faute pour les parties de parvenir à un accord dans un délai de deux mois ces dernières pourront, à l'initiative de la partie la plus diligente, porter leur différend devant le Tribunal administratif de Nice.

Pour le **Rectorat de l'Académie de Nice**,  
La Rectrice,

  
Signé électroniquement par  
Natacha CHICOT  
Le 08/11/2022

**Natacha CHICOT**

Pour **Université Côte d'Azur**,  
Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur Général des Services,

  
Signé électroniquement par Régis  
BRANDINELLI  
Le 08/11/2022

**Régis BRANDINELLI**

## ANNEXE 1

### CONVENTION D'APPLICATION DE LA CONVENTION CADRE

1) Volume d'heures praticiens de terrain (33%) dans les formations MASTER MEEF

#### 1<sup>ère</sup> mention : 1<sup>er</sup> degré Master 1 & Master 2

Département 06	625 heures praticiens de terrain
Département 83	729 heures praticiens de terrain
Formation à Distance	243 heures praticiens de terrain

#### 2<sup>ème</sup> mention : 2<sup>nd</sup> degré

##### Département 06 – Master 1 & Master 2

Culture Commune	400 heures praticiens de terrain
Allemand	55 heures praticiens de terrain
Anglais	182 heures praticiens de terrain
Economie et Gestion	198 heures praticiens de terrain
Education musicale	180 heures praticiens de terrain
Espagnol	180 heures praticiens de terrain
Education Physique et Sportive	195 heures praticiens de terrain
Histoire & Géographie	166 heures praticiens de terrain
Lettres	212 heures praticiens de terrain
Mathématiques	180 heures praticiens de terrain
Physique-Chimie	180 heures praticiens de terrain
Sciences Economiques et Sociales	180 heures praticiens de terrain

Sciences de la Vie et de la Terre	180 heures praticiens de terrain
Conseiller Principal d'Education	180 heures praticiens de terrain

**Département 83 – Master 1 & Master 2**

Culture Commune	170 heures praticiens de terrain
Anglais	182 heures praticiens de terrain
Espagnol	180 heures praticiens de terrain
Lettres	212 heures praticiens de terrain
Mathématiques	180 heures praticiens de terrain

2) Volumes d'heures Formations de l'Ecole Académique de Formation Continue :

<b>Formation</b>	<b>Volume d'heures réalisé par Université Côte d'Azur</b>	<b>Volume d'heures réalisé par Ecole Académique Formation Continue</b>
<i>Certificat d'aptitude professionnelle aux pratiques de l'éducation inclusive (CAPPEI) ;</i>	401	401
<i>Certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur ou de professeur des écoles maître formateur (CAFIPEMF),</i>	54	54
<i>Néo-titulaires 1D et 2D (T1-T2-T3) ;</i>	2D 300 1D 652	2D 300 1D 652

3) Volumes d'heures Réalisés par Université Côte d'Azur dans le cadre du soutien aux actions de collaboration Recherche et Formation Professionnelle :

<i>Partenariat INSPE / École Académique de Formation Continue</i>	Entre 30 et 60 heures eq. TD
<i>Développement des collaborations CARDIE/ INSPE (notamment en lien avec le laboratoire LINE sur l'innovation)</i>	Entre 15 et 25 heures eq. TD
<i>Contribution de l'INSPE aux séminaires scientifiques en ligne « WEBINICE »</i>	Entre 10 et 20 heures eq. TD

## **CONVENTION D'APPLICATION DE LA CONVENTION CADRE**

### **ENTRE**

#### **Université Côte d'Azur**

Établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel expérimental, régi par le décret du 25 juillet 2019 n°2019-785 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts

Immatriculé au SIREN sous le numéro 130 025 661 00013

Dont le siège social se situe à NICE (06103 cedex 2), Grand Château, 28 avenue Valrose

Représenté par son Président en exercice, Monsieur Jeanick BRISSWALTER

Agissant dans le cadre des activités de l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation, dont le Directeur est Monsieur Franck BRILLET

Ci-après désigné par les termes « *Université Côte d'Azur* »

D'une part ;

### **ET**

#### **L'Université de Toulon,**

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe : à TOULON (83041 cedex 9), CS 60584, immatriculé au SIREN sous le n°198 307 662 00017, code APE : 8542Z, représenté par son Président en exercice, Monsieur Xavier LEROUX, dûment habilité à cet effet par les délibérations du conseil d'administration n°2019-13 du 2 avril 2019 et n°2019-37 du 11 juillet 2019,

Ci-après désigné « *Université de Toulon* » ou « *UTLN* »,

D'autre part ;

Université Côte d'Azur et l'UTLN sont ci-après également désignées collectivement les « **Partenaires** » ou les « **Parties** ».

Vu les arrêtés ministériels successifs depuis 2013 relatifs à l'accréditation de l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation de l'académie de Nice au sein d'Université Côte d'Azur en partenariat avec l'Université de Toulon ;

Vu les statuts d'Université Côte d'Azur ;

Vu les statuts de l'Université de Toulon ;

Considérant la délibération du Conseil d'Administration de l'UTLN n°2022-28 du 2 juin 2022 relative à l'approbation de la convention cadre tripartite 2021-2024 relative à la formation initiale des enseignants et personnels d'éducation ;

## **Préambule**

Par la présente convention, Université Côte d'Azur et l'UTLN entendent mettre en œuvre les conditions financières de la convention cadre tripartite 2021-2024 relative à la formation initiale des enseignants et personnels d'éducation conclue le 7 juillet 2022.

**CECI AYANT ETE EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIIT :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet principal de formaliser les flux financiers conformément à la convention cadre précitée, notamment le dernier alinéa de son article 6.

### **Article 2 : Engagements des Partenaires**

**2.1** Les partenaires s'engagent à réaliser un bilan des volumes d'heures équivalent TD respectifs exécutés en fin d'année universitaire sur production d'une annexe financière annuelle signée par les partenaires et qui définira les reversements entre ces derniers.

Pour ce faire, le taux horaire HEQTD retenu pour le calcul des reversements est de 51 euros, d'un commun accord.

**2.2** Les heures d'enseignements réalisées dans le cadre des options Continuum ne sont pas prises en compte dans les reversements ; elles seront gérées directement par chacun des partenaires au travers d'autorisation de cumul s'il y a lieu.

**2.3** L'UTLN s'engage également à verser le montant des Primes de Responsabilités Pédagogiques au titre de l'année universitaire 2021/2022, pour les seuls enseignants éligibles d'Université Côte d'Azur qui ont été en charge sur cette même période de parcours de responsabilités au sein l'UTLN (donc sur production de pièces justificatives), et cela conformément à l'annexe n°1.

### **Article 3 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 1 (un) an à compter de sa signature par les Partenaires.

Elle peut être reconduite une fois pour la même durée dans les conditions définies à l'article 4 ci-dessous.

#### **Article 4 : Avenant**

Toute modification et/ou révision apportée à la présente convention et/ou à ses annexes devra faire l'objet d'un avenant, dûment signé par les Partenaires.

#### **Article 5 : Conditions de résiliation**

La présente convention pourra être résiliée notamment en cas de non-respect par l'un des Partenaires des engagements contractuels.

La résiliation s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de trois mois.

#### **Article 6 : Communication**

Les Partenaires se concerteront pour la promotion et la communication de ce partenariat et des actions qui en découlent.

Les logos et sigles devront respecter les chartes graphiques de chacun des Partenaires.

Leur utilisation doit être conforme aux règles d'éthique en usage.

Les documents et supports comportant les logos, sigles et mentions relatifs au partenariat devront être communiqués préalablement à leur diffusion à chaque partie pour accord.

#### **Article 7 : Confidentialité**

Chaque Partenaire s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations appartenant à l'autre Partie ou divulguées par cette dernière, dont il a eu ou pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Cet engagement restera en vigueur pendant la durée de la présente convention et les cinq (5) ans qui suivent la résiliation ou l'arrivée à échéance de cette dernière.

#### **Article 8 : Litiges**

La présente convention est régie par la loi française.

Tout litige, relatif à la présente convention d'application, qui pourrait naître notamment à l'occasion, sans que cette liste ne soit limitative, de l'interprétation, de l'existence, de la validité, de l'exécution ou de mauvaise exécution et/ou de cessation pour quelque cause que ce soit donnera lieu à une tentative de règlement amiable entre les Parties.

La procédure amiable à suivre, qui sera mise en œuvre par la Partie la plus diligente, sera la suivante :



Le représentant légal de chaque Partie désignera un représentant parmi son personnel afin de trouver une solution acceptable par les deux Parties. Avant les rencontres des représentants, ces derniers devront : identifier le litige et son origine ; établir un calendrier de négociations, avec les rencontres et échanges qu'ils considèrent nécessaires pour l'aboutissement d'une solution.

Faute pour les Parties de parvenir à un accord dans un délai de deux mois ces dernières pourront, à l'initiative de la Partie la plus diligente, porter leur différend devant le Tribunal administratif de Nice.

**Pour Université Côte d'Azur,  
Le Président,**

  
  
Signé électroniquement par  
Jeanick BRISSWALTER  
Le 17/01/2023

**Jeanick BRISSWALTER**

**Pour l'Université de Toulon,  
Le Président,**

  
Signé électroniquement par  
Xavier LEROUX  
Le 20/01/2023

**Xavier LEROUX**

**Annexe 1 : CONVENTION D'APPLICATION DE LA CONVENTION CADRE**

Taux  
horaires  
51,00 €

Volume des heures prises en charge par UCA pour le compte d'UTLN au titre des PRP 2021/2022

Enseignant	Parcours	Volumes heures	Valeur €
M. T. Astruc	M2 Maths 2D	25	1 275,00 €
M. F. Herbaut	M1 Maths 2D	25	1 275,00 €
M. A. De Marco	M2 Lettres 2D	25	1 275,00 €
		75	3 825,00 €

Taux  
horaires  
51,00 €

Volume des heures prises en charge par UCA pour le compte d'UTLN

Mention	Parcours	Heures	Heures étudiant	HeQTD (Coefficient)	Nombre de groupe	HeQTD	Taux de prise en charge UTLN	Volume HeQTD pris en charge UTLN	Valeur €
2D	Culture commune	Heures CM M1 (1 groupe)	50	1,5	1	75	50%	37,5	1 912,50 €
2D	Culture commune	Heures TD M1 (2 groupes)	44	1	2	88	50%	44	2 244,00 €
2D	Culture commune	Heures TP M1 (CCNum + Option : 4 groupes)	36	1	4	144	50%	72	3 672,00 €
2D	Culture commune	Heures CM M2 (1 groupe)	12	1,5	1	18	100%	18	918,00 €
2D	Culture commune	Heures TD M2 (2 groupes)	28	1	2	56	50%	28	1 428,00 €
2D	Culture commune	Heures TP M2 (4 groupes)	12	1	4	48	100%	48	2 448,00 €
2D	Mathématiques	M2	186	1	1	186	100%	186	9 486,00 €
2D	PRP	M2				40	50%	20	1 020,00 €



L'UNIVERSITE DE TOULON reverse à UNIVERSITE COTE D'AZUR pour l'année 2022/2023 un montant de 26 953,50 € (23 128,50 € + 3 825,00 € ) sur présentation d'une facture établie après signature de la présente annexe.

## **METTRE EN PLACE DES PARTENARIATS POUR CONSTRUIRE DES ACTIONS INNOVANTES D'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ ET DE PRÉVENTION DES VIOLENCES**

PROJET FINANCÉ À 100%

Action conjointe :



CENTRE RÉGIONAL  
D'INFORMATION  
ET DE PROMOTION  
DE LA SANTÉ SEXUELLE



### Éléments de contexte :

#### Le Centre Régional d'Information et de Promotion de la Santé sexuelle

Le CRIPS SUD, anciennement CRIPS PACA, est une association loi 1901 créée en 1993, spécialisée dans la santé sexuelle, plus particulièrement des jeunes. Implanté à Nice et Marseille, le CRIPS, organisme de formation, porte un pôle ressource et des programmes d'éducation à la vie affective et sexuelle auprès des jeunes.

L'activité du CRIPS SUD repose sur une équipe pluridisciplinaire, qualifiée et spécialiste de l'éducation à la vie affective et sexuelle et la prévention des violences sexistes :

- deux chargés-es de mission éducation à la sexualité, diplômés-es dans les champs de la santé et spécifiquement formés-es à l'éducation à la sexualité auprès d'un public jeune, assurent les actions de terrain et participent à l'offre de formation du CRIPS ;
- deux chargés-es de mission Formation InfoCom, spécialisés-es dans l'information et l'accompagnement des professionnels-les, formés-es à la pédagogie de formation pour adultes, animent les pôles ressources de Nice et Marseille.

- Le CRIPS Sud est reconnu organisme de formation depuis 2017 et référencé nationalement sur la plateforme Datadock.
- L'association dispose également d'un agrément de l'Académie de Nice et d'Aix-Marseille pour apporter son concours à l'Enseignement Public, sous la forme :
  - d'interventions pendant le temps scolaire en appui aux activités d'enseignement ;
  - d'une contribution à la recherche pédagogique et à la formation des équipes sur la thématique santé sexuelle.
- Le CRIPS Sud reçoit le soutien financier des pouvoirs publics : ARS PACA, Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, et Conseil départemental des Alpes-Maritimes notamment. Le projet serait donc à moitié co-financé par le CRIPS SUD.

#### Le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles

Le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles des Alpes Maritimes (CIDFF 06) exerce une mission d'intérêt général confiée par l'État dont l'objectif est de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. L'association fait partie de la Fédération nationale des CIDFF qui est composée de 106 centres en France. Elle a été créée en 1982 dans le département des Alpes Maritimes.

La mission des CIDFF est reconnue dans le code de l'action sociale et des familles. Le décret du 23 décembre 2015 précise leur champ d'action qui se situe dans le domaine de l'accès aux droits : informer, orienter et accompagner les femmes en particulier et les familles, dans la lutte contre les violences sexistes, le soutien à la parentalité, l'emploi, la création d'entreprise, la citoyenneté, la santé et la sexualité.

A ce titre le CIDFF bénéficie d'un agrément avec l'Éducation nationale pour intervenir sur l'ensemble de ces questions auprès des élèves et des enseignants.

Le CIDFF 06 travaille en étroite collaboration avec la Délégation départementale aux droits des femmes et participe activement aux groupes de travail du Schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes ainsi qu'au Club Egalité.

Le CIDFF 06 intervient sur le territoire des Alpes Maritimes selon différentes modalités :

- ✓ Des permanences juridiques gratuites et confidentielles
- ✓ Des permanences psychologiques pour les adultes et les enfants victimes de violences conjugales
- ✓ Des informations et des ateliers collectifs
- ✓ Des formations de professionnels
- ✓ Des ateliers d'insertion en direction des femmes

Composée de 12 professionnel-le-s, juristes, psychologues, sociologue, chargé-e de mission, l'équipe du CIDFF 06 propose des interventions pluridisciplinaires, basées sur des méthodologies variées :

- Auprès des élèves et des jeunes sur la prévention des violences sexistes et sexuelles
- Auprès des professionnel.le.s de l'éducation et de l'enseignement pour les former à la prévention des violences sexistes et sexuelles et les accompagner dans la mise en place de projets

## Objectifs du projet :

### Général :

Apprendre à travailler en partenariat avec des structures hors Éducation Nationale pour construire des actions innovantes d'éducation à la vie affective et sexuelle et de prévention des violences sexistes et sexuelles.

### Spécifiques :

- Rendre les jeunes acteurs-rices de leur vie relationnelle et sexuelle.
- Sensibiliser aux outils pédagogiques développés en travail social / éducation populaire.
- Assurer un transfert de compétences.
- Appréhender les enjeux éducatifs liés à la sexualité, au rapport au corps et au consentement.
- Appréhender le cadre juridique et les droits des personnes victimes de violences
- Travailler la posture de l'enseignant-e : écouter, accompagner, orienter
- Permettre aux étudiant-e-s d'identifier des outils et ressources pédagogiques permettant d'aborder la sexualité et l'égalité F/H.

### LES PRINCIPES DE LA CIRCULAIRE DE SEPTEMBRE 2018 \*

- les objectifs de l'éducation à la sexualité dans le cadre scolaire,
- les principes éthiques,
- la mise en œuvre de l'éducation à la sexualité,
- le pilotage du dispositif de l'éducation à la sexualité.

(...) Au sein des établissements d'enseignement, tout adulte de la communauté éducative contribue à réguler les relations interindividuelles et à développer chez les élèves des savoir-être et des comportements respectueux et responsables. Ces pratiques éducatives impliquent une nécessaire cohérence entre tous les adultes participant de fait au respect des lois et des règles de vie en commun, qu'elles concernent la mixité, l'égalité ou la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, le sexisme, l'homophobie et la transphobie, contraires aux droits de l'Homme. (...)

(...) Inscrite dans la loi depuis 2001, l'éducation à la sexualité prend place également dans le cadre de séances spécifiques. En lien avec les connaissances acquises à travers les programmes scolaires, cette base de trois séances annuelles permet de concevoir une continuité éducative et de relier les différents apports avec les domaines biologique, psycho-émotionnel, juridique et social (...) Rendre les jeunes acteurs-rices de leur vie relationnelle et sexuelle.

\*Recommandations de l'Éducation nationale telles que définies dans la circulaire n° 2018-111, publiée au B.O. du jeudi 13 septembre 2018.

## Publics ciblés :

Les étudiants-es de 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré de l'INSPÉ.

## Activités :

- Réaliser des actions de sensibilisation auprès des étudiants-es 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré de l'INSPÉ sur la thématique de l'éducation à la vie affective et sexuelle et de la prévention des violences sexistes et sexuelles.

#### Portage du projet :

Le portage du projet serait assuré par l'INSPE, le CRIPS SUD et le CiDFF 06.

#### Acteur-ric-e-s du projet :

- Les étudiant-e-s de l'INSPE,
- Enseignante de l'INSPE,
- Equipe du CRIPS SUD,
- Equipe du CiDFF

#### Contacts des personnes référentes du projet :

	Personnes	Coordonnées
INSPE	Karine LAMBERT	<a href="mailto:karine.lambert@unice.fr">karine.lambert@unice.fr</a> 04 93 79 15 86
CRIPS SUD	M. Bruce DOS SANTOS <i>Directeur</i>	<a href="mailto:direction.crips@gmail.com">direction.crips@gmail.com</a> 04 92 14 41 20
CiDFF 06	Mme Prune DE MONTVALON <i>Directrice</i>	<a href="mailto:direction@cidff06.com">direction@cidff06.com</a> 04 93 71 55 69

#### Principe et méthodologie des activités proposées :

##### Monter une action d'éducation à la vie affective et sexuelle : World Café (CRIPS Sud)

Le CRIPS SUD développe, dans l'ensemble de ses actions, une approche participative visant à développer les compétences et faire émerger les savoirs, savoirs faire, et savoirs être par le groupe.

L'association propose l'organisation de World Café, outil d'animation permettant de favoriser l'intelligence collective, sur un format de deux heures auprès des étudiant-e-s du 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré de l'INSPE au cours desquels il-elle-s seront invité-e-s à se questionner et échanger sur différentes dimensions de l'éducation à la sexualité :

##### Approche biomédicale :

- Évaluation des risques/épidémiologie : discussion autour des modes transmission des IST, des stratégies de prévention diversifiée (vaccinations).
- Prévention des grossesses non planifiées.
- Présentation et orientation vers les dispositifs ressources en santé sexuelle.

##### Approche psychosociale :

- Représentations autour de la séropositivité.
- Estime de soi et qualité de vie sexuelle : capacité à affirmer ses envies/besoins à ses partenaires, consentement, rejets et discriminations liées à l'identité, l'orientation sexuelle ou la physionomie.
- Lieux ressources sur sa vie affective et sexuelle.

##### Approche juridique :

- Cadre légal autour des relations sexuelles.
- Orientation vers les dispositifs d'accès aux droits du territoire.

Le « **World Café** » est un processus créatif qui vise à faciliter le dialogue constructif et le partage de connaissances et d'idées. Ce processus reproduit l'ambiance d'un café dans lequel les participant-e-s débattent d'une question ou d'un sujet en petits groupes autour de tables. À intervalles réguliers, les participant-e-s changent de table. Un-e facilitateur-ric-e reste à la table et résume la conversation précédente aux nouveaux arrivé-e-s.

Les conversations en cours sont alors enrichies des idées issues des conversations précédentes. Au terme du processus, les principales idées sont restituées au cours d'une assemblée plénière.

Le World café est utile pour faire participer de vastes groupes (plus de 12 personnes) à un processus de dialogue authentique lorsque l'on souhaite générer des idées, partager des connaissances, transférer des compétences.

### Monter un atelier d'auto-défense verbale (CiDFF 06)

Un « **Atelier d'auto-défense verbale** » est un outil d'empowerment et de prévention des violences qui vise à déconstruire les rôles sociaux et à développer une posture positive individuelle. Ces ateliers permettent de créer un espace de dialogue, d'expression et de réflexion collective.

Les ateliers MAP se divisent en deux temps. Un premier temps est consacré aux échanges d'expériences et à un apport théorique sur les notions d'espace public/privé, de violence sous toutes ses formes, d'agression, d'autodéfense, de rapports sociaux de pouvoir et de responsabilité.

Un second temps est consacré à la mise en situation sous forme de théâtre forum. Par groupe, les participant.e.s sont invité.e.s à jouer des scénettes d'agression, avec la mise en scène de trois rôles différents : l'agresseur.e, le.a témoin, la victime. Le but étant de travailler individuellement et collectivement sur une désescalade de la violence, d'éviter qu'une agression verbale devienne une agression physique et de sortir de ce triangle dramatique sans se mettre en danger.

L'objectif de ces ateliers est de permettre aux participant.e.s de développer une posture positive et de prendre conscience de leur capacité d'agir quel que soit le contexte. Il s'agit de les aider à se sentir légitime à exister tel qu'elles/ils sont, et à occuper leur place dans l'espace public et privé et à la revendiquer de manière non violente mais ferme.

Le CIDFF 06 développe dans un certain nombre de ses actions, une approche participative critique afin de développer la capacité d'agir de chacun.e à travers les mises en situations et le théâtre Forum.

L'association propose l'organisation d'ateliers d'autodéfense verbale, un outil d'animation favorisant l'intelligence collective, la déconstruction des représentations, et un travail sur la posture (physique, psychologique, émotionnelle et intellectuelle) pour que chacun.e puisse s'affirmer aussi bien dans la sphère privée que dans les espaces publics. Des ateliers de trois heures sont proposés aux étudiant.e.s du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>nd</sup> degré de l'INSPE par groupe de 8-12 personnes.

#### Modalités d'évaluation :

Une évaluation quantitative et qualitative sera réalisée auprès des étudiants-es et des partenaires de l'action via un questionnaire papier ou en ligne.

#### Indicateurs quantitatifs :

- Nombre d'actions réalisées,
- Nombre d'étudiants-es en ayant bénéficié
- Nombre de partenaires impliqués

#### Indicateurs qualitatifs :

- Profil des étudiants-es
- Thématiques abordées
- Synthèse des productions des étudiants-es
- Satisfaction des étudiants-es
- Satisfaction partenaires

## Autres actions

La culture de l'égalité F/H et  
la lutte contre les discriminations liées au sexe, au genre ou à l'orientation sexuelle à  
l'INSPE

**Le cadre institutionnel :  
correspondante égalité UCA**  
lettre de mission en date du 15/01/2023

### Objectifs

La correspondante égalité sera en charge de participer à ce réseau et de déployer la politique insérée par la vice-présidente politique sociale, égalité, diversité d'Université Côte d'Azur à la fois pour notre communauté étudiante et notre personnel.

### Ses objectifs seront de :

- Participer aux actions stratégiques inscrites dans le plan égalité professionnelle d'Université Côte d'Azur.
- Lutter contre toutes les discriminations et les inégalités de traitement, liées au sexe, au genre ou à l'orientation sexuelle.
- Assurer notre ancrage territorial et nos partenariats en faveur de l'égalité des chances en coopération avec les associations, les collectivités et les organismes locaux, nationaux et internationaux.
- Coordonner nos actions en interne et en externe notamment via un site Web dédié permettant de sensibiliser les différents publics d'Université Côte d'Azur.
- Diffuser les actions, initiatives et bonnes pratiques en faveur de l'égalité au sein d'Université Côte d'Azur.
- Se former et participer à la diffusion d'une culture commune de l'égalité au sein d'Université Côte d'Azur.
- Être force de proposition sur la mise en place d'actions pouvant faire progresser nos pratiques vers la culture de l'égalité au sein de l'établissement.

**Mais des actions antérieures :**

**2021-Lutte contre la précarité menstruelle**



WORKSHOP + SAFE : SCIENCES, ARTS, FEMINICIDES +

**2021-Participation des étudiant.es et personnel  
de l'INSPE  
à des projets de recherche : webdocumentaire  
SAFE ( AMU-UCA)**



**2 : Co-réalisation d'un court métrage**



France, 2022, documentaire fiction, 16'31 Film collectif réalisé par Mario Fantari, avec les élèves de la classe de CM2A de l'école élémentaire Ar Bel (Marseille). Avec l'accompagnement pédagogique d'Anaïs Castino. L'accompagnement scénaristique de Karine Lambert. Dans le cadre des Ateliers Cinésciences proposés par l'association Poly Magasin.

**2022 : Des colloques et des conférences**

23/09/2022: Visio-conférence: Les violences à l'égard des filles et des femmes  
De 18h à 19h30  
Etat des lieux, Karine Lambert, MCF  
Histoire Avec le soutien de l'INSPE

III RENCONTRE  
INTERNATIONALE  
D'ENSEIGNANTES-  
CHERCHEUSES DE LA  
MÉDITERRANÉE.  
« Femmes et vieillissement dans  
l'espace méditerranéen.  
Perspectives socio-historiques »  
Grenoble les 24 octobre 2022

**Animation de débats  
2021-2023**



**Théâtre forum  
Lutte contre les discriminations**

L'objectif est d'initier le débat, de sensibiliser la communauté étudiante et de lui offrir des ressources à sa disposition à l'université et sur le territoire.

Une intervention pour les M2-10 est prévue le mercredi 12 octobre sur le Campus de Liégeois

## ACTIONS CONDUITES DANS LE CADRE DE LA 4ème EDITION DES SEMAINES DE L'EGALITE D'UCA

**Matrimoine et Femmage :  
pour lutter contre l'invisibilisation  
des femmes de savoir**



**FEMMAGE**  
Rebelles, résistances, féministes...  
Inauguration par Franck Brillet,  
directeur de l'INSPE

Exposition à la médiathèque  
et lecture de textes par atelier éloquence



**Soutien à Pinar Selek  
et défense des libertés académiques**



**Des ateliers à destination des futur.es enseignant.es :  
Comment éduquer à la sexualité  
avec la collaboration de partenaires de l'EN ?**

**Liberté, égalité, sexualités**



Le prix catégorie extra scolaire concours Buzzons  
contre le sexisme

**Présentation d'un court métrage  
Et d'un documentaire**

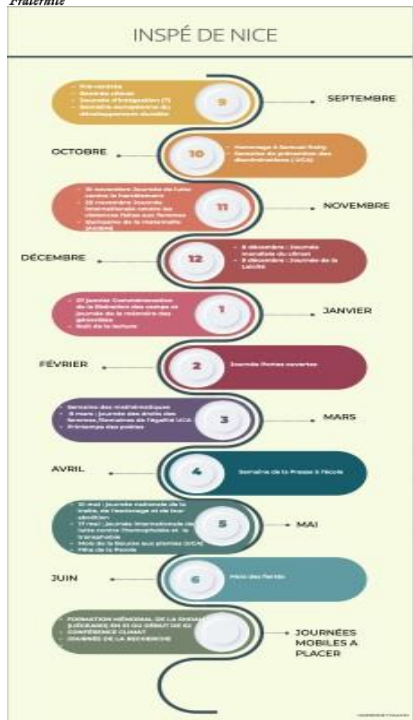


**Webinaire AMU-UCA**



**Projection débat  
dans le cadre de la Fiesta del Cine**





## PROJETS de l'Inspé de l'académie de Nice

- Réunion de rentrée : jeux
- 13 octobre : théâtre forum
- 25 novembre (exposition)
- Sélection de textes d'autrices d'ici et d'ailleurs
- Mars femmage( tous les centres)
- Représentation des femmes dans les médias (@marinettefemmesetfeminisme)
- Court métrage en avant première
- Stage : l'égalité par les arts vivants (stage théâtre/ clown/ égalicontes)

### APPEL À PROJET INTRAPRENEURIAT QVCT – UCA



### Réponse de l'Inspé de l'académie de Nice à cet appel à candidature

Le projet vise à faire entendre la voix des étudiant·es et personnels LGBTQIAP+ sur l'ensemble des campus d'UCA. **Nice Queer and co** vise dans un premier temps à constituer **un collectif d'accueil** et de soutien, mais également d'information pour les jeunes queers et personnes en questionnement, ouvert à leurs alliées féministes. Dans un second temps (à partir de janvier 2023), ce collectif a pour objectif de réaliser **un court métrage** permettant de lutter contre les discriminations de sexe et de genre. L'objectif est donc d'informer la communauté universitaire, lui permettre de découvrir la culture queer et féministe et de mettre en place **une politique inclusive** de bonnes pratiques au sein d'UCA

### **Eco-délégués et référents transition écologique**

Dès l'année universitaire 2022-2023 a été testé la mise en place d'éco-délégués et de référents transition écologique sur les différents sites de l'Inspé.

**Principe de base :** créer des éco-délégués, éco-déléguées élus (un éco-délégué pour chaque groupe) ainsi qu'un Référent ou une Référente transition écologique (RTE) pour chaque site de l'Inspé.

**Objectifs :** sur le modèle des éco-délégués du second degré (pour le premier degré, sans être obligatoires ils sont encouragés en classes de cm1 et cm2), faire en sorte que ces éco-délégués jouent « *un rôle essentiel de sensibilisation et de mobilisation pour contribuer à faire des collèges et lycées (et ici donc de l'Inspé) des espaces plus favorables à la biodiversité et davantage engagés dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.* » (<https://eduscol.education.fr/1121/les-eco-delegues>).

Les éco-délégués représentent leurs camarades et permettent de faire remonter demandes et propositions. Ils constituent également des relais pour la transmission d'informations ou la diffusion des écogestes.

Concernant les RTE, leur rôle est d'être un intermédiaire entre les étudiants, étudiantes et usagers du site et la personne chargée de la mission transition écologique. Le référent, la référente peut donc relayer les suggestions, demandes ou remarques des étudiants, étudiantes et usagers du site, faire connaître les besoins ou spécificités du site concerné mais également participer à la diffusion locale des informations ou actions émanant de la mission transition écologique

**Modalités de mise en œuvre :** un éco-délégué est élu au sein de chaque groupe pour tous les parcours accueillis par l'Inspé. Cette élection s'accompagne d'une information sur le rôle des éco-délégués au sein de l'Inspé et a lieu en début d'année universitaire.

Pour chaque site de l'Inspé (là encore sur le modèle de ce qui se fait dans les établissements scolaires) un, une RTE est élu ou désigné au sein du personnel de chaque site. Il joue le rôle de personne référente pour les enjeux environnementaux et climatiques de la transition écologique au sein du site et d'interlocuteur local pour les éco-délégués. Ce référent est en lien étroit avec la personne chargée de la mission Transition Écologique au sein de l'Inspé.

**Rôle des éco-délégués :** sur le modèle de ce qui se passe dans les établissements scolaires, « Les éco-délégués sont à la fois des copilotes et des ambassadeurs des projets pédagogiques menés au sein des établissements scolaires. » (<https://eduscol.education.fr/1121/les-eco-delegues>)

L'objectif, l'ambition est de faire des éco-délégués des acteurs essentiels de la sensibilisation et de la mobilisation des étudiants, étudiantes de l'INSPE.

Sur le modèle là encore de ce qui se fait dans les établissements scolaires les domaines d'action des éco-délégués peuvent être variés :

- Au quotidien, ils peuvent participer à la réflexion sur les écogestes à développer et à la sensibilisation de leurs camarades sur des sujets comme la pollution, la production et la gestion des déchets, le gaspillage, le respect de la biodiversité sur les sites, la sobriété énergétique, etc.
- Ils peuvent également proposer des projets d'action ou d'aménagement au sein des sites de l'Inspé ou s'investir dans des projets proposés par la mission transition écologique ou la mission EcoCampus Responsable d'UCA.

**Modalités de fonctionnement :** des réunions régulières ont lieu avec la personne chargée de la mission transition écologique pour échanger, partager et organiser les actions envisagées. On peut considérer qu'une première réunion ait lieu après l'élection des éco-délégués pour définir leur mission et opérer un premier échange sur les possibilités d'action, que deux réunions d'accompagnement se déroulent au cours de l'année universitaire avant une réunion de bilan en fin d'année.

### Projet Un jardin partagé pour toutes et tous !

Ce projet va être déposé en 2023-2024 dans le cadre de l'appel à projet Intrapreneuriat dans le cadre de la Qualité de vie et conditions de travail d'UCA. Destiné aux étudiants, étudiantes, enseignants, enseignantes et à l'ensemble des personnels de l'Inspé mais également d'UCA, il cherche à valoriser le cadre exceptionnel du site Stephen Liegeard de Nice qui bénéficie d'un parc de 2 hectares mais également à sensibiliser l'ensemble des usagers du site aux problématiques environnementales et à la transition écologique.

#### Descriptif détaillé :

Le projet proposé est donc un projet de jardins partagés ouverts à l'ensemble des étudiants, étudiantes enseignants, enseignantes et personnels des sites niçois de l'Inspé (George V et Liégeard) du campus de la Villa Arson (situé à proximité immédiate) mais aussi de l'ensemble de la communauté UCA. Ces jardins seront situés sur le site du campus Liégeard, qui comprend un parc de 2 hectares voué initialement à la production agricole (planches encore aujourd'hui plantées d'oliviers et d'agrumes). Le projet juxtaposera trois espaces aux vocations distinctes :

- Un espace consacré aux **jardins partagés** eux-mêmes : il s'agira de proposer à de petits groupes volontaires des parcelles où cultiver légumes, petits fruits, fleurs. La constitution des groupes (pouvant être de taille variable mais excluant la gestion individuelle) s'attachera à croiser fonctions et statuts (étudiants, étudiantes, enseignants, enseignantes et personnels administratifs) et niveaux (Licence, Master ou autre) et appartenance (site). L'objectif de ces groupes mixtes étant de favoriser les échanges inter catégoriels et de promouvoir un apprentissage par les pairs.
- Une parcelle proposera un espace aménagé spécifiquement pour répondre aux besoins des personnes à mobilité réduite grâce à la possibilité de mener des cultures sur table. Toute adaptation nécessaire à d'autres formes de handicap sera étudiée.
- Un espace « **solidaire** » géré de manière collective par les détenteurs d'une parcelle partagée et par toute autre personne souhaitant contribuer, et dont la production sera offerte à une association luttant contre la précarité étudiante (par exemple la Fédération des associations et corporations des étudiants - FACE 06). La participation à l'entretien de cette parcelle solidaire fera partie du cahier des charges à respecter pour l'obtention d'un jardin partagé. L'objectif est de fédérer les participants autour d'un projet et de générer une dynamique collective et un engagement autour de valeurs sociales et solidaires.
- Un espace « **pédagogique** » qui servira de support où apprendre ensemble à jardiner. Cet espace pourra également permettre de recevoir ponctuellement des groupes d'étudiants, étudiantes dans le cadre des formations en lien avec l'Éducation au développement durable (EDD) et la transition écologique. Il pourra également accueillir à l'occasion une classe d'élèves dans le cadre d'événements organisés avec des établissements scolaires du 1<sup>er</sup> ou du 2<sup>nd</sup> degré (en lien toujours avec les missions de formation de l'Inspé).

Le fonctionnement des Jardins partagés sera encadré par une Charte qui précisera notamment l'obligation d'appliquer les principes de la permaculture.

Le Lycée horticole d'Antibes a été sollicité (aide à la conception des espaces).

Ce projet permet également d'inscrire l'Inspé et UCA dans une dynamique de transition écologique et de développement durable : il valide en effet plusieurs Objectifs du développement durable (ODD) définis par l'ONU pour 2030 (objectifs 2, 3, 4, 11, 12, 13, 15) mais également les finalités de l'Agenda 21 français ( la lutte contre le changement climatique et la protection de l'atmosphère, la préservation de la biodiversité et la protection des milieux et des ressources, l'épanouissement de tous les êtres humains, la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations, la dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables) et les objectifs de développement de l'agriculture urbaine et des jardins nourriciers de la métropole Nice Côte d'Azur :

(<https://www.nice.fr/uploads/media/default/0001/28/delib-Agriculture-Urbaine.pdf>).

Il permettra enfin de sensibiliser les participants au projet et l'ensemble des usagers du campus Liégeard aux enjeux environnementaux et climatiques actuels.

Enfin, ce projet pourra également enrichir le Label Développement durable et responsabilité sociétale Label DD&RS d'UCA.

#### Les objectifs du projet sont multiples :

- Objectifs **économiques, sociaux et solidaires** : lutte contre la précarité alimentaire, lutte contre l'isolement, engagement solidaire.
- Objectifs **liés à la santé** : physique (lutte contre la sédentarité, meilleure alimentation) et psychologique (lutte contre le stress, contact avec la nature).
- Objectifs **écologiques** : renouer le lien avec la nature, promouvoir une alimentation et une agriculture plus durable, saine, locale et de saison, valoriser le patrimoine naturel du site Liégeard.
- Objectifs **pédagogiques** : développement de compétences relatives au jardinage et à la connaissance des plantes, apprentissage par les pairs.

# AMENAGEMENTS PEDAGOGIQUES

## AUDIOVISUEL ET DISTANCIEL

### PROGRAMME UCA

- Janvier 2023 : Livraison de 9 écrans LED + cameras de visio-conférence sur Georges V (Nice) et 4 sur Liégeard (Nice)
- Total de **54 246 €**
- Lancement des **demos** sur les pauses méridiennes (Ingénieure pédagogique et Service informatique)
- **Mailing et affichage** info sur les temps de démos
- **Accompagnement individualisé** sur demande (Ingénieure pédagogique) – Logistique – Service informatique)



## ACHATS Inspé – PETITS EQUIPEMENTS

SUITE A ENQUETE AUPRES DES ENSEIGNANTS ET ENSEIGNANTES

TOTAL : **15 825 €**



## **APPEL A PROJET CFA EPURE** **Mentions 3 (EE) et 4 (PIF)**

- Janvier 2023 : Livraison de 4 écrans LED avec caméra de visioconférence pour le site de La Seyne : **22 300 €**
- Mai 2023 : APP 2 Aménagement d'un espace de coworking étudiants à La Seyne + Equipements et licence logiciel montage RV 360° (PIF): **15 840 €**



## **OBJECTIFS DE L'INVESTISSEMENT ET DE** **L'ACCOMPAGNEMENT**

**AMELIORER**  
 les solutions de projection  
 sur le site de Liégeard.



**AUGMENTER**  
 les capacités d'accueil  
 sur le site de la  
 Seyne.

**FACILITER**  
 la comodité des  
 interventions en inter-site et  
 en distanciel.

## Projets

### Investissement **102.550 €**

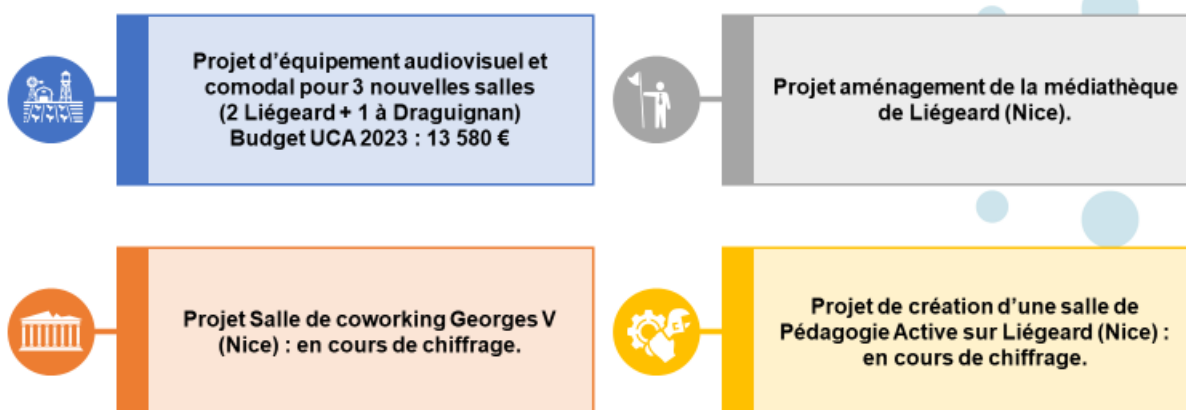
**LIEGEARD**

**Salle16** : Ecran 98" + Logicam + micros déportés au plafond  
**Salle 24** : Solution type « Amphi » identique à la salle 002 de Georges V (Nice)

**VAR**

**La Seyne sur Mer**  
**SALLE 15 et 25** : 2 Ecrans 86" + Logicams + diffusion audio en duplex  
**SALLE 2** : 1 écran 86" + meetup + micro déporté  
**Draguignan**  
 - **SALLE B103 et 104** – écran 75" + meetup pour rediffusion cours de la Seyne sur Mer

## PERSPECTIVES



Dans le cadre du tutorat mixte, l'Inspé prend appui sur une équipe de tuteurs et tutrices référents. En 2022, ce système a été expérimenté dans le cadre du diplôme d'entrée dans le métier et vise à être étendu pendant l'année de master 2<sup>ème</sup> année au sein des formations du 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré. Le dispositif du tutorat référent a pour objectif d'accompagner la réussite des étudiants, étudiantes et des fonctionnaires stagiaires pendant leur seconde année de professionnalisation, plus précisément autour de ces trois axes :

1. Assurer l'accompagnement d'un groupe de stagiaires dans le cadre du plan de formation.
2. Assurer le suivi des professeurs alternants/stagiaires dans le cadre de l'alternance.
3. Accompagner les professeurs alternants / fonctionnaires stagiaires dans le cadre du portfolio.

Les tuteurs et tutrices référents travaillent en collaboration avec les tuteurs du rectorat avec pour objectif d'être le plus complémentaire possible avec l'employeur. Pour articuler les actions au calendrier de la formation mais aussi aux attentes de l'employeur, l'Inspé fixe des étapes et des bilans :



La circulation de l'information entre l'Etat employeur et l'Etat formateur est au centre du dispositif. La complémentarité souhaitée peut être atteinte par l'adéquation de certains modules aux problèmes identifiés sur le terrain (par exemple en cours d'analyse de pratiques) mais aussi par la possibilité de mettre en œuvre des dispositifs plus spécifiques d'accompagnement (tel que, par exemple, la charte tutorale ou encore la visite en établissement). Les tuteurs et tutrices référents ont également pour mission de chercher à valoriser l'activité professionnelle des alternants et stagiaires et à leur proposer des participations à des événements (découverte d'autres structures scientifiques, culturelles, en éducation).

## Le tuteur-référent

La mission principale d'un tuteur-référent est de s'assurer que chaque étudiant, étudiante, fonctionnaire stagiaire puisse bénéficier d'un tutorat mixte (université/rectorat).

Elle consiste à :

- ✚ Assurer l'accompagnement d'un groupe d'étudiants, d'étudiantes ou de fonctionnaires stagiaires dans le cadre du plan de formation :
- ✚ Assurer un suivi du groupe en rappelant les objectifs de chaque période de cours.
- ✚ Assurer un suivi permettant de répondre aux questions individuelles.
- ✚ Assurer un suivi permettant de réguler les portfolios de compétences.
- ✚ Assurer un suivi permettant de détecter les difficultés des étudiants, étudiantes ou fonctionnaires stagiaires. (conception/mise en œuvre/engagement/autres problématiques).
- ✚ Encourager l'analyse autoréflexive des stagiaires au regard de leurs pratiques.
- ✚ Concourir au développement personnel et professionnel des étudiants, étudiantes ou fonctionnaires stagiaires.
- ✚ Organiser, si nécessaire, des réunions collectives, des ateliers d'échanges de pratiques.
- ✚ Participer à la commission de validation des domaines de compétences.
- ✚ Assurer le suivi des étudiants, étudiantes ou fonctionnaires stagiaires dans le cadre de l'alternance.
- ✚ Favoriser le lien tripartite entre l'étudiant, l'étudiante ou le fonctionnaire stagiaire, son tuteur ou sa tutrice de terrain et l'Inspé.
- ✚ Mettre en œuvre des dispositifs de remédiation et de valorisation.
- ✚ Solliciter la direction adjointe à la formation en utilisant, si nécessaire, des dispositifs complémentaires d'accompagnement.
- ✚ Certains tuteurs ou tutrices référents pourront être amenés à animer un portfolio de compétences de plusieurs étudiants, étudiantes ou fonctionnaires stagiaires.

**SOUS RÉSERVE D'ÉVENTUELLES MODIFICATIONS EN COURS D'ANNEE**

*Document à l'attention :*

- *PFSE et des M2 concernés par le mémoire professionnel*
- *des encadrants du mémoire professionnel*

**Préambule**

**La préparation du mémoire professionnel concerne :**

- **Tous les PFSE et les M2 qui suivent la formation du M2 du Master MEEF 1<sup>er</sup> degré**

**I. Objectif de l'initiation à la recherche**

Le travail sur le mémoire s'inscrit dans le cadre de l'initiation à la recherche prévue par la réforme de la formation des enseignants. Cette initiation doit permettre au futur enseignant ayant suivi la formation au sein de l'Inspé de :

- **Découvrir** quelques éléments actuels de la recherche dans sa discipline d'enseignement ou son domaine d'éducation et de formation.
- **Être initié**, en la pratiquant, à la recherche scientifique.
- Construire des liens entre sa pratique professionnelle et la recherche en lien avec son domaine professionnel.
- **Développer** les compétences professionnelles permettant l'examen critique de ses pratiques.

Pour les stagiaires, l'initiation à la recherche s'articule principalement autour du travail sur le mémoire professionnel. L'accompagnement du PFSE pour la conception et la réalisation du mémoire est organisé de la façon suivante :

- **Un encadrement individualisé** réalisé par le tuteur de l'Inspé et par le tuteur de l'Éducation nationale.

**II. Le mémoire de l'année de stage**

## 1. Objectifs du mémoire

Le mémoire est un élément central de l'initiation à la recherche. Il doit permettre d'attester que celui qui l'a préparé et soutenu avec succès est capable :

1. De **mettre en œuvre** une démarche de recherche scientifique ;
2. De **faire des liens** entre sa pratique professionnelle et les recherches scientifiques dans son domaine.

Concernant le premier point (« mettre en œuvre une démarche de recherche scientifique »), le stagiaire devra se confronter aux grandes étapes de la recherche scientifique, que l'on peut indiquer de la façon suivante (sans prétendre à l'exhaustivité) :

- Choix d'un thème de recherche et élaboration d'une problématique et d'une question de recherche.
- Constitution et exploration d'un champ bibliographique cohérent.
- Élaboration d'un cadre théorique et traitement de la question à partir de lectures de textes scientifiques.
- Conception et réalisation d'une étude empirique.
- Comparaison et discussion des résultats empiriques à la lumière des données théoriques.

Le master MEEF étant un master professionnel, et non pas un master de recherche, le stagiaire est aidé par ses encadrants pour passer les différentes étapes décrites précédemment. La construction de la problématique, par exemple, est une étape cruciale mais difficile et nécessitera l'aide des encadrants.

Le second point (« faire des liens entre sa pratique professionnelle et les recherches scientifiques dans son domaine ») signifie que le travail de recherche doit être ancré dans la pratique professionnelle qu'il a pour objectif d'éclairer et de comprendre. L'adjectif « professionnel » doit être compris en ce sens : il s'agit bien d'un travail d'initiation à la recherche, mais d'une recherche tournée directement vers la pratique professionnelle. Le mémoire peut ainsi déboucher sur des recommandations pour la pratique professionnelle. Cet aspect constitue une autre différence entre mémoire professionnel et mémoire de recherche.

Cette perspective exclut, par conséquent, les recherches sur des objets purement théoriques (contrairement à ce qui est possible pour des mémoires de recherche). On pourra ainsi choisir comme thèmes de son mémoire :

- « L'initiation à la poésie en maternelle »
- « Enseigner les fractions à l'école élémentaire »
- « Une sanction peut-elle être pédagogique ? », etc.

## 2. Choix du thème du mémoire professionnel

Les thèmes du mémoire seront choisis parmi plusieurs catégories possibles :

- La didactique d'une matière enseignée (didactique des mathématiques, didactique du français, etc.) ou de plusieurs matières enseignées (didactique comparée) ;
- Les thèmes transversaux (non disciplinaires) relevant de façon générale des sciences de l'éducation (l'autorité de l'enseignant à l'école élémentaire, la gestion des conflits dans une cour de récréation) ;

Dans tous les cas, l'objet du mémoire doit être en lien avec les réalités d'une école. Il peut (sans que ce soit une obligation) être en lien étroit avec la pratique professionnelle du stagiaire (par exemple avec une difficulté rencontrée par ce dernier).

De façon générale, la loi de refondation de l'école impulse de nombreuses nouveautés dans les modalités d'enseignement, nouveautés qui peuvent constituer un réservoir utile de thèmes de mémoire.

La thématique choisie doit permettre de réaliser une étude de terrain, sous différentes formes possibles :

- Étude de la pratique professionnelle de quelques acteurs de l'éducation ;
- Étude des apprentissages des élèves ;
- Étude portant sur la structure éducative ;
- Étude menée auprès de membres de la communauté éducative.

Enfin, les exigences de ce mémoire sont moindres, en comparaison de celles d'un Master « Recherche ». Ainsi, il n'est pas attendu de la part de l'étudiant :

- Une revue exhaustive de la littérature relative à sa problématique ;
- Un recueil de données massif ;
- La production de résultats inédits.

### III. Aspects liés à la forme

#### 1. Structure du mémoire

Les encadrants du mémoire pourront affiner la structuration du mémoire et il ne s'agit pas d'imposer une forme universelle précise. Toutefois, les mémoires produits devront respecter un canevas minimal commun constitué de la façon suivante :

- **Une introduction** permettant de présenter le thème choisi et la problématique retenue ;
- Une **partie dite « théorique »** qui s'appuie sur les lectures faites par l'étudiant et sur sa réflexion propre. Elle vise notamment à définir **le cadre théorique choisi** et permet d'apporter **les premiers éléments de réponse** à la problématique, éléments trouvés par la réflexion et par la lecture d'ouvrages scientifiques en lien avec la problématique ;

- Une **partie dite « empirique »** qui expose la méthode mise en œuvre pour l'étude empirique et propose une analyse de ses résultats ;
- Une **dernière partie** qui permet de **comparer les résultats théoriques et les résultats empiriques**, de **discuter** les résultats empiriques à la lumière des éléments théoriques. Cette partie sert de bilan à l'ensemble du mémoire.

## 2. Normes de rédaction

Le mémoire comporte 25 à 35 pages au maximum en dehors de la bibliographie (obligatoire) et des éventuelles annexes.

Il doit être dactylographié avec une police serif de type Times New Roman de taille 12, interligne 1,5 et des marges de 2,5 cm. Le document est paginé.

Le texte est justifié à gauche et à droite (sauf les colonnes étroites dont le contenu peut être centré ou aligné à gauche).

Tous les tableaux et tous les graphiques doivent être numérotés, assortis d'un titre. Le document sera collé ou relié par une spirale.

La page de garde du mémoire se trouve en annexe de ce document.

En quatrième de couverture, il conviendra d'insérer :

- Un résumé de 200 mots
- 5 à 6 mots-clés

***Nota Bene: Une partie de texte reprise intégralement devra être clairement citée avec le nom des auteurs, la date de publication et la page de la source (« ... » p.). Les autres emprunts devront faire l'objet d'une reformulation en précisant le nom des auteurs. Le plagiat (copie de tout ou partie d'un texte sans le signaler explicitement en citant la source) sera lourdement sanctionné.***

Vous trouverez, ci-dessous, une déclaration individuelle antiplagiat, à remplir et à intégrer au mémoire.

## IV. Dépôt, soutenance et validation du mémoire

### 1. Dépôt

Le mémoire devra être déposé sous deux formats :

- En version numérique, à l'attention des encadrants du mémoire (si possible via la plateforme, sinon par courrier électronique)
- En version papier, à la demande explicite des encadrants du mémoire.

Dépôt des mémoires professionnels : **Mercredi 10 mai 2023** (sous réserve de modification).

### 2. Soutenance du mémoire

Tous les stagiaires devront soutenir leur mémoire devant un jury composé, *a minima*, du (ou des) tuteur(s) et, le cas échéant, de l'encadrant de recherche.

Un document présentant les attendus de la soutenance ainsi que les dates exactes des soutenances seront envoyés ultérieurement.

### 3. Validation du mémoire

Pour valider le Master et obtenir le diplôme « Master MEEF », la validation du mémoire est obligatoire (note égale ou supérieure à 10/20).

La validation du mémoire n'est pas déterminée par la validation du stage : un PFSE ou un M2 peut valider son mémoire alors qu'il n'a pas validé son stage, et réciproquement.

Enfin, le jury de titularisation aura connaissance de la note du mémoire et de la soutenance (outre l'implication du PFSE dans la formation). La décision concernant la titularisation relève uniquement du jury académique.

## Annexe 12 -

Dispositifs d'accompagnement et « mallette d'urgence »

# De quoi s'agit-il ?

Dispositifs **déjà mis en place** : heures maquettées dans les parcours M1 et M2 en lien avec les stages.

**Nouveaux** dispositifs : heures nouvellement maquettées en lien avec la fin des visites en M2.

**Nouveaux** dispositifs : heures nouvellement maquettées en lien avec la mallette d'alerte ou d'urgence.

## De quoi s'agit-il en M1 ?

Dispositifs déjà mis en place : heures **maquettées** dans les parcours M1.

### Se préparer et analyser le stage d'observation et de pratique accompagnée

1D = 2h CM + 6h TP (3h TP S1 et 3h TP S2).

2D = Volume horaire propre à chaque parcours.

#### • Objectifs :

- ❖ Se préparer aux situations complexes avant de les vivre.
- ❖ S'adapter aux situations complexes en les vivant et en y réfléchissant.

#### Dispositifs :

- Utiliser des jeux sérieux ou jeux de rôles associés à la réflexivité.

#### OU

- Utilisation de l'expérimentation Métavers à distance.

#### OU

- Analyse de pratiques et gestion des compétences en lien avec le Portfolio articulé au stage.

# Où trouver les dispositifs en M1 ?

## 1D :

VME1DP1 : <https://lms.univ-cotedazur.fr/2022/course/view.php?id=17874>

VME1DP2 : <https://lms.univ-cotedazur.fr/2022/course/view.php?id=17875>

## 2D :

VME2DP1 : <https://lms.univ-cotedazur.fr/2022/user/index.php?id=17876>

VME2DP2 : <https://lms.univ-cotedazur.fr/2022/user/index.php?id=17877>

## EE-CPE :

VMEEEP1 : <https://lms.univ-cotedazur.fr/2022/course/view.php?id=17872>

VMEEEP2 : <https://lms.univ-cotedazur.fr/2022/user/index.php?id=17873>

## De quoi s'agit-il en M2 ?

Nouveaux dispositifs : **heures nouvellement** maquettées en en M2.

### Tutorat mixte et dispositifs d'accompagnement

1D + 2D = 4hTP pour 3 étudiants.

#### • Objectifs :

- ❖ Se préparer aux situations complexes avant de les vivre.
- ❖ S'adapter aux situations complexes en les vivant et en y réfléchissant.

#### Dispositifs :

- Utilisation de l'expérimentation Métavers à distance.

#### OU/ET

- Immersion collective en classe entre pairs et débriefing ou conception conjointe d'une séance avec vidéoformation.

#### OU/ET

- Analyse de pratiques avec Portfolio et gestion des compétences (+1h TP pour 3 étudiants si mobilisation du portfolio).

## De quoi s'agit-il en M2 en cas de difficultés?

Nouveaux dispositifs : **heures nouvellement** maquettées en lien avec la **mallette d'alerte ou d'urgence**. **Dans la limite de 128h TP**

### Procédure d'alerte :

**1D** : signaler l'étudiant au responsable 1D du département : 06 → Nicole Faure, 83 → Cécile Ucelli + Directeur adjoint formation → Michael Fartoukh

**2D** : signaler l'étudiant au responsable du parcours + Directeur adjoint formation → Michael Fartoukh  
(Dispositif de signalement mis en place de manière identique du côté des DSDEN ( → IENA) et du Rectorat ( → IA-IPR)

**Dispositifs** : en fonction des difficultés de l'étudiant après identification conjointe INSPE / DSDEN / Rectorat  
*Accompagnement individuel ou collectif → gestion et validation par l'équipe de professionnalisation*

❖ Remédiations de formation.

ou/et

❖ Visite conseil par un médiateur (hors dyade tutorat/stagiaire).

ou/et ...

Où trouver  
les  
dispositifs  
en M2 et  
DIU ?

**1D :**

VM1DP3 : <https://lms.univcotedazur.fr/2022/course/view.php?id=17892>

**2D :**

VM2DP3 : <https://lms.univcotedazur.fr/2022/course/view.php?id=17890>

**EE-CPE :**

VMEEEP3 : <https://lms.univcotedazur.fr/2022/course/view.php?id=17891>

Dans le cas du DIU

**Magistère : les mallettes**

<https://magistere.education.fr/anice/course/view.php?id=581>

clef : INSPE

**Le portfolio**

<https://magistere.education.fr/anice/course/view.php?id=9602>

clef : equipe